

# tribune

## socialiste



Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié — N° 548 — mercredi 4 octobre 1972 — 2 F

**U.D.R. :**

**ça  
chauffe !**





## sommaire

3. Sept jours dans T.S.
4. Yves Larrouy : La carte Giscard.
5. Jacques Gallus. Le pouvoir d'achat menacé.
6. Jean Verger : Petite chronique du programme commun.
7. Patrick Gancel : La Justice en fuite.
- 8-9. Claude Vancour : Gierak à Paris.
10. Jacques Ferlus : La C.F.D.T. et les O.S.
11. Michel Camouis : La circulaire Fontanet.
15. D. COLOMBANI : Cette Cuba-là.

## Pour les beaux yeux de Mobutu

Cléophas Kamitatu, de nationalité congolaise est menacé d'expulsion depuis le 30 août. Un recours en annulation introduit devant le Tribunal administratif a permis d'obtenir un sursis de 40 jours. L'Office de protection pour réfugiés et apatrides lui a refusé en février 1972 la qualité de réfugié politique, prétextant le désaccord du ministère de l'Intérieur, et ce malgré sa personnalité politique : ancien compagnon de Lumumba, député...

Auteur de « La Grande Mystification du Congo Kinshasa » interdit le 1<sup>er</sup> juillet 1971 par Marcellin, Kamitatu avait été arrêté et condamné en 1966 à 5 ans de prison pour un prétendu complot. Kamitatu s'oppose à Mobutu et à la dépendance économique de son pays : il gêne donc les bonnes relations entre la France et le Zaïre, ces relations cordiales, condition préalable à la pénétration des firmes françaises et à la vente d'armes.

### Promesses et mirages

Le Zaïre est un pays potentiellement riche, attirant pour les impérialistes : diamant, or, étain, manganèse, uranium, cuivre. Les Etats-Unis, à l'indépendance, avaient repris la place de la Belgique ; mais le Zaïre est loin des USA et d'autres impérialismes se manifestent.

La France est très intéressée par toutes ces richesses et elle commerce abondamment avec ce pays : elle est le troisième client du Zaïre en attendant de faire mieux. Pour cela, le gouvernement français flatte Mobutu (promesse de coter le Zaïre à la bourse de Paris faite par Giscard en 1971) et lui vend des armes (achat de trente hélicoptères et deux options sur des Mirage faits par Mobutu lors de son passage à Paris).

Le Zaïre est aussi un pays puissant avec 21 millions d'habitants et une armée bien équipée et encadrée par les Américains et les Israéliens. Mobutu rêve de jouer au gendarme dans cette partie de l'Afrique, prêt à intervenir chez ses voisins (le Congo-Brazzaville est bien turbulent !) ou chez ses amis (aide à Tombalbaye).

### La police

Mobutu veut faire la police dans sa région comme il la fait si bien chez lui (pendaison de quatre anciens ministres en 1966, exécutions sommaires des suspects, arrestations arbitraires et sans procès) et cela au service de l'impérialisme, comme l'Afrique du Sud et le Portugal le font plus au Sud. Les entreprises françaises se chargent d'aider l'élimination des opposants à sa politique.

La menace d'expulsion de Kamitatu n'est donc pas un hasard.



## Soutien aux militants bretons

Le procès des onze militants bretons devant la Cour de Sécurité de l'Etat s'est ouvert ce mardi 3 octobre.

Le Bureau régional de la R.P. appelle les militants à se rendre jeudi soir 5 octobre à la Mutualité pour participer à un meeting de soutien. Avec des ouvriers du Joint Français. Avec des militants paysans de la « guerre du lait », des chanteurs bretons et des représentants d'autres minorités nationales. ■

**tribune**  
PSU **socialiste**

Directeur politique :  
Christian Guerche

Directeur adjoint :  
Gérard Féran

Comité politique : Robert Chappuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel.

Rédacteur en chef :  
Yves Larrouy.

Comité de rédaction :  
Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nories - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Rédaction  
Administration :

9, rue Borromée  
PARIS (15<sup>e</sup>)

566-45-37

Publicité : Information 2000  
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

Le présent numéro est tiré  
à 22.000 exemplaires

**T.S. est un instrument  
indispensable.**

**Vous en êtes convaincus.  
Prouvez-le !**

**Un nouvel abonné  
par militant !**



# 7 JOURS DANS T.S.



■ Si nous avons choisi l'incendie de l'immeuble « Publicis » pour la une de ce numéro, c'est qu'il a valeur de symbole. Le feu est à la maison UDR, après avoir longtemps couvé sous les combles. Une série de foyers distincts, allumés par des mains différentes pour des raisons diverses ont transformé le parti majoritaire en un brasier. Il ne s'agit plus, pour ce qui reste du gaullisme, qu'à sauver les meubles.

De l'appel à la délation lancé la semaine dernière par Charbonnel, à l'incitation — sinon au meurtre au moins au pugilat — du Premier ministre Messmer cette semaine à Toulouse, tout indique que la panique s'est emparée de l'UDR qui va se battre le dos au mur et la rage au cœur pour les prochaines élections.

Cela dit, Publicis est plus que l'image du régime, celle du système. Et là, il ne faut pas s'y tromper : si le gaullisme est condamné, le capitalisme a prévu la relève. D'autres hommes, à l'intérieur ou sur les bords de la majorité, piaffent d'impatience aux portes du pouvoir. Et le patronat joue déjà la carte Giscard. (P. 4.)

■ « L'union populaire » à laquelle « l'Humanité » appelle sans relâche les travailleurs, semble avoir du mal à décoller. Le Programme

Commun, apparemment, ne suscite pas l'enthousiasme escompté par ses auteurs. Cela confirme l'analyse du PSU qui ne distingue pas, dans les propositions de la gauche classique, les vraies conditions d'un passage au socialisme. Nous continuerons l'examen critique, point par point, du Programme commun commencé dans le précédent numéro. (P. 6.)

■ Après le « plan social » d'Edgar Faure, destiné à gagner des voix dans l'électorat marginal (vieillards, handicapés, etc.), Chirac, à son tour, se lance dans les semelles électorales, avec la complicité de l'homme qui fait de plus en plus figure de véritable ministre de l'Agriculture : le président de la FNSEA, Michel Debatisse. L'Office de la viande, gadget vedette de ce train de mesures, prétend tout à la fois satisfaire producteurs et consommateurs, tout en préservant la part des intermédiaires : il faudrait, pour attacher quelque crédibilité à ce numéro de voltige, avoir oublié le « suivez le bœuf » de M. Missoffe en 61 — et les promesses identiques d'Edgar Faure en 67 — avant les élections.

■ Nous n'oublions pas non plus de dénoncer cette « circulaire Fontanet » qui, sous prétexte de lutter contre les marchands de sommeil,

livre en fait les travailleurs immigrés, pieds et poings liés, au patronat et à ses flics. Il y a là un combat à livrer qui doit mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière. (P. 11.)

■ Le premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais est en visite officielle en France. Edward Giersek a connu, lui aussi, les conditions de vie des travailleurs immigrés avant d'être expulsé en 1934 pour activités syndicales, de ce pays qui le reçoit aujourd'hui en grande pompe.

Nous essayons de voir clair dans les motivations diplomatiques et économiques de ce voyage. Nous essayons aussi de mieux cerner la personnalité de celui qui, depuis deux ans, assume la charge de diriger une Pologne coincée entre les justes révoltes de Dantzig, la tentation de l'embourgeoisement et l'expérience trop présente de l'hiver de Prague. (P. 8-9.)

■ Nous ne parlons pas du Vietnam cette semaine : c'est volontaire. Dans l'état actuel des informations, rien ne permet de dire encore que le conflit est en voie de règlement. Nous laissons donc les bruits, les rumeurs, les indiscretions en attendant des choses concrètes. Et le

concret, pour l'instant, ce sont toujours ces bombes qui éventrent les digues de la RDV.

■ Nous ne parlons pas non plus de l'Espagne : c'est une lacune. Les grèves de Vigo, la répression qui sévit contre les militants catalans, la montée de la résistance au régime franquiste, cette Espagne que M. Pompidou voudrait voir entrer dans l'Europe des trusts (en remplacement de la Norvège, peut-être?) méritait un article. De même qu'il aurait fallu parler de la spectaculaire réconciliation sino-japonaise. Après la visite de Nixon à Pékin, la diplomatie chinoise prouve, une fois de plus, qu'elle a toujours su tenir compte des rapports de forces à l'échelle internationale.

■ Ces lacunes sont la conséquence de nos pauvres moyens en hommes, en argent. Avec seize pages et un seul permanent, « TS » fait ce qu'il peut. Qu'il puisse faire plus dépend de vous, de vos efforts pour développer la vente militante, du nombre d'abonnés surtout. Le mot d'ordre « un abonné par militant » n'est nullement irréaliste. Il suffirait de le prendre au sérieux. Pensez-y.

YL

## ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F  6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F  6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C. S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

## Critique Socialiste n° 8

— Une victoire ouvrière : La lutte à Evian-Cachat.  
(avril-octobre 71)

— Quelle organisation pour les paysans travailleurs ?  
(Comm. Nat. Agr. du P.S.U.)

— L'expérience de la Chine.  
(Groupe de travail de la Comm. Intern. du P.S.U.)

— Lettre de lecteur sur « L'échange inégal ».

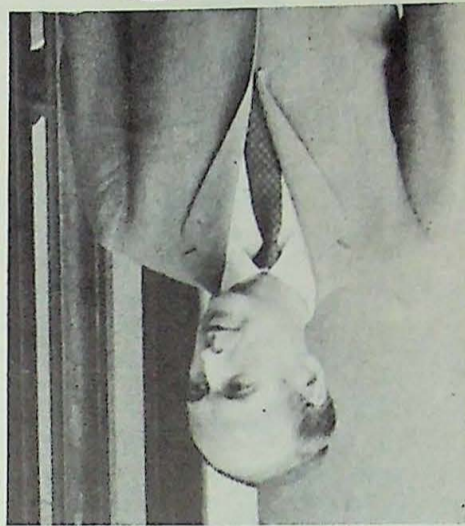
Le numéro : 5 F. Commandes : Ed. SYROS, 9, rue Borromée,  
Paris-15<sup>e</sup>. C.C.P. Paris 19.706.28.



# LA CARTE



# GISCARD



AGIP

L'événement politique majeur de cette rentrée — vue sous l'angle des jeux majoritaires — n'aura été finalement ni la conférence de presse du Président de la République, dont la platitude défiait toute tentative de commentaire. Ni le discours de Messmer devant l'Assemblée à l'occasion de la rentrée parlementaire, simple formalité dont tout le monde aurait pu se passer, les députés n'influant pas plus que le Premier ministre sur le cours de l'Histoire.

A vrai dire, l'événement politique majeur n'a pas encore eu lieu : il devrait se situer dimanche prochain dans une salle communale de Charenton : c'est la rentrée politique de Valéry Giscard d'Estaing.

**N**ON pas Giscard, ministre des Finances, qui lui, n'est jamais « sorti ». Mais, d'Estaing, chef de parti, l'homme des cactus et des « oui, mais... », qui s'était volontairement cantonné dans la réserve depuis de longs mois. Ce dimanche 8 octobre doit marquer un nouveau tournant dans la lutte sournoise qui oppose les différents clans de la majorité — et leurs différents leaders. Une lutte que Giscard semble en passe de remporter. Et dont l'enjeu est la prise du pouvoir par le grand

rassemblement des hommes de la droite classique, conservatrice et libérale tout à la fois, qu'avait provisoirement séparés les ambiguïtés du gaullisme.

Se débarrasser de la croix de Lorraine et du lierre qui s'enroule autour : Romantisme de la Résistance, Indépendance Nationale, équilibre entre les blocs, troisième voie, etc. L'idée n'appartient pas en propre au chef des Républicains Indépendants : il la partage largement avec Pompidou.

« Bien joué ! » s'exclament les observateurs. Et tant pis pour les gaullistes purs et durs. Les colères de Debré ne pèseront pas lourd en comparaison du bénéfice escompté...

Patatras ! On connaît les résultats sur le plan européen : la grande rigolade dans toutes les capitales alliées, le sommet d'octobre compromis... et jusqu'à la Norvège qui tue l'Europe des 10 avant qu'elle ait vécu...

Sur le plan intérieur, chou blanc aussi sur toute la ligne. Loin de se résorber, la morosité s'étend. Les scandales continuent de plus belle (O.R.T.F. Dechartre). La gauche officielle — un instant désorientée — réussit quand même à mettre sur pied un « programme commun » qui, tout insuffisant qu'il soit, est beaucoup plus qu'un simple accord électoral.

## Exit Chaban

L'U.D.R. orthodoxe relève la tête sur le thème : « on vous l'avait bien dit ! » Force est de constater que la perte des voix gaullistes n'a pas été compensée par l'apport centriste.

Et les Républicains Indépendants réclament de plus en plus fort que l'on songe « à purger certaines allées politiques des copains et des coquins ».

5 juillet : exit Chaban. Une page, apparemment, est tournée.

Finie l'ouverture. Retour à l'orthodoxie. Le vrai virage a été négocié le 18 juin : l'œil humide, Pompidou fait serment d'allégeance devant l'hideux monument qui dénature le site de Colombey.

Messmer et Germain font une entrée en force — l'O.R.T.F. est remise à la botte. Les éléments douteux sont écartés des postes de commande du régime. En apparence, l'U.D.R. orthodoxe l'emporte. Giscard et Poniatowski n'en seront que plus à l'aise.

Mais les apparences sont souvent trompeuses. Pompidou semble plier : il ne rompt pas. Il n'a pas renoncé à son grand projet de rassembler les droites. Et il n'a pas l'intention de laisser ce terrain libre pour son ministre des Finances. L'affaire est simplement remise à plus tard, après les élections, ou entre les deux tours. Lorsque l'U.D.R. orthodoxe pourra être mise en face de son échec, inévitable.

Là est la clé de l'élection difficile de Peyrefitte au secrétariat de l'U.D.R. L'ancien ministre de l'Éducation Nationale est chargé de préparer l'opération. D'où les nouvelles colères de Debré, la candidature Fanton, la diversion Sanguinetti...

Giscard peut continuer son travail de sape. Lancer, par exemple, le faux bruit de sa démission. Ministre intègre, censeur vigilant des fautes de ses « alliés », il se prépare à récolter, en mars, le fruit de tous ces combats d'ombre.

L'U.D.R. ira aux élections sous sa bannière en lambeaux. Hargneuse, crispée : la tonalité a été donnée la semaine dernière par Charbonnel à Brive et par Messmer à Toulouse. Les R.I. tenteront de s'approprier la part du lion — avec l'aide de quelques candidats sous-marins sans étiquette qui feront campagne sur le thème de « la propriété ». Et l'on fêtera ensuite les grandes retrouvailles : le centre est fin prêt, comme le confirme la conférence de presse des deux duettistes Lecannet - Servan-Schreiber.

## Le choix du patronat

Reste à savoir sous quel drapeau. Pompidou espère encore que ce sera le sien. Mais rien n'est moins sûr : le grand patronat semble avoir déjà fait son choix. Et de plus en plus nombreux sont ceux qui jouent Giscard gagnant.

En tout cas, au-delà de l'étape des législatives, c'est déjà la bataille pour les présidentielles de 76 qui se déroule dans les allées du régime.

## Une course de vitesse

Mais dans la course de vitesse vers le centre — atlantique et libéral — engagée depuis 69 entre les deux hommes, le ministre était mieux placé que le président : il avait, lui, les mains libres...

Pompidou a pourtant tout essayé. Débarrassé dès le début des quelques irréductibles (les Vendroux, Fouchet, Couve et autres Vallon), il a tenté, avec le paravent de la Nouvelle Société et le montreur d'ours Chaban Delmas, l'ouverture tous azimuts. L'U.D.R. grognait, mais suivait. Cela ne faisait pas l'affaire de Giscard, qui voyait sans plaisir les succès initiaux du tandem en place.

Il a fallu lancer des grenades. C'est en général Poniatowski, son bras droit, qui s'en charge (portefeuille oblige : Giscard se doit de respecter quand même un minimum de solidarité gouvernementale).

Comme par hasard, les premiers scandales touchent l'entourage du Premier ministre (Rives-Henrys - Dega), puis le Premier ministre lui-même (la feuille d'impôt).

Chaban est vite acculé, contraint d'aller se justifier à la télévision. Critiqué en même temps par l'U.D.R., qui lui reproche tout à la fois sa politique « libérale » à l'O.R.T.F. et les échecs de sa poli-

tique contractuelle (les négociations tournent court, en février, chez Renault et à la S.N.C.F.)

Dès le début du printemps, la situation intérieure devient « insaisissable ». C'est la morosité générale, la crise de confiance tous terrains — aggravée par des « accidents de parcours » très regrettables : le meurtre d'Overney, ou le conflit du « Joint Français ».

Courageusement, Pompidou laisse Chaban se débrouiller, et fait savoir « qu'il s'intéressera surtout désormais à la politique étrangère ». Et c'est la manœuvre de diversion du référendum sur l'Europe.

« Kolossale finesse ! »... Une opération de grand stratège, qui permet tout à la fois de détourner l'attention des problèmes internes, de jeter la pagaille dans les difficiles tractations de « l'union de la gauche », d'apparaître comme « le grand européen » aux yeux de partenaires qui sont tous plus ou moins en situation intérieure délicate.

## Bien joué

Et qui permet surtout de marquer un point décisif, de prendre dix longueurs d'avance sur Giscard dans cette course vers le centre qui reste l'objet de toutes les convoitises.



# BUDGET 73

## LE POUVOIR D'ACHAT MENACE

La tentation est toujours grande à l'examen d'un budget annuel de comparer celui-ci au précédent. Et les différences, tout en étant significatives d'une politique n'en sont pas moins relativement marginales.

C'est pourquoi, après avoir commenté le côté « dépenses » du budget 1973, nous étudions cette semaine le côté « recettes » en ayant auparavant rappelé les lignes-forces de la fiscalité française.

- Une énorme disproportion entre impôts directs et impôts indirects : sur un franc perçu par l'Etat, environ 32 centimes viennent du premier type d'impôt et 68 du second. Pratiquement, cela signifie que l'Etat trouve beaucoup plus de ressources dans les taxes qu'il incorpore aux prix des produits vendus aux consommateurs (la TVA par exemple) que dans les impôts qui frappent directement le revenu des contribuables (impôts sur le revenu des personnes physiques ou impôts sur les bénéfices des sociétés, par exemple).

### Le piège

Conséquence de cet état de fait : lorsque le gouvernement se déclare très « social » en montrant que l'impôt sur le revenu est progressif suivant le montant des revenus des gens, il ne faut pas tomber dans le piège : cette affirmation ne vaut — et encore, il y aurait à redire — que pour 32 % des recettes de l'Etat. Pour les 68 % restants, tous les Français, misérables ou milliardaires, sont sur un pied d'égalité : chacun paye la même taxe en achetant ses aliments, ses vêtements, etc.

- Une fiscalité sur les entreprises équivalente à celles de nos principaux voisins européens. Si l'on entend ici fiscalité au sens large, c'est-à-dire impôts plus charges sociales, le niveau moyen français se situe au niveau européen.

- Aucun impôt sur le capital. En France plus qu'ailleurs en Europe où de timides efforts sont faits, le système économique respecte ses fondateurs. Il n'existe aucun impôt sur le capital hormis une taxe négligeable sur le capital foncier (moins de 1 %). La seule exception sérieuse à cette règle est l'impôt sur les successions. Mais ici, deux précisions doivent être données : premièrement, cet impôt n'est pas progressif, c'est-à-dire qu'il n'est pas plus dur pour les grosses fortunes que pour les petites et deuxièmement, il peut être partiellement tourné par l'énorme

me voie de détournement fiscale que constitue l'emprunt Pinay qui est exonéré de droits de succession.

- Un système entaché de fraudes qui favorisent les non-salariés. Toutes les statistiques fiscales portent sur les éléments connus des revenus déclarés. Or si les salariés sont obligés de tout déclarer ou à peu près (puisque leurs employeurs déclarent de leur côté les salaires versés), il n'en va pas du tout de même pour les non-salariés. Ainsi le Conseil des Impôts, organe officiel créé l'an dernier par le Ministre des Finances a révélé récemment les taux de sous-évaluation des revenus déclarés dans chaque catégorie : 22 % pour les revenus fonciers, 56 % pour les bénéfices industriels et commerciaux et 77 % pour les bénéfices d'exploitation agricole. Sans commentaire.

- Un système totalement inefficace. Le but d'un système fiscal (toujours entendu au sens large : impôts + cotisations sociales) dans une société à prétention sociale serait de contrecarrer l'effet de la disparité de la répartition des revenus. Or, les statistiques de ces dix dernières années prouvent

que la fiscalité française est neutre à cet égard. Autrement dit, la fameuse progressivité de l'impôt sur le revenu est l'arbre qui cache la forêt : l'écart entre les revenus des diverses couches sociales ne se rétrécit pas.

Ces caractéristiques générales de la fiscalité française ne doivent pas être perdues de vue lorsque l'on examine l'évolution des recettes d'un budget d'une année sur l'autre.

### L'électorat de M. Giscard d'Estaing

La mesure la plus frappante dans ces recettes budgétaires pour 1973 est la faveur accordée aux non-salariés. En effet, ceux-ci se voient accorder l'abattement forfaitaire de 5 % dont seuls les salariés bénéficiaient jusqu'à présent. Cet avantage avait été décidé autrefois pour contrebalancer les effets de la fraude. Mais cette année, M. Giscard d'Estaing a besoin de soigner son électorat ; ainsi leur annonce-t-il triomphalement qu'ils seront désormais traités sans discrimination. Sans discrimination sur les revenus déclarés... mais en moyenne, ils en font passer 30 % sous la table. Les salariés apprécieront, en particulier, ceux de condition modeste qui eux, ne peuvent pas frauder un centime.

Ainsi, le moins que l'on puisse dire est que la fraude fiscale n'a pas un adversaire farouche en la personne du Ministre des Finances.

Celui-ci, poursuivant ses bonnes idées électorales, a supprimé pour

l'an prochain toutes les majorations exceptionnelles qui frappaient les revenus élevés. Merci pour eux. Passons sur quelques détails comme l'augmentation de 17 % du coût de la vignette automobile pour les 4 CV contre 7 % pour les 12 à 16 CV ; passons sur l'augmentation du coût de l'essence... après les élections.

Et concluons sur le plus scandaleux : la hausse des prix. Déjà, la semaine dernière, nous avons souligné cette prévision stupéfiante de la rue de Rivoli, 5,8 % de hausse des prix l'an prochain. Ce qui veut sans doute dire 8 à 9 % d'augmentation réelle.

Pour se faire pardonner, M. Giscard d'Estaing annonce que les barèmes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sont relevés de 6 % environ, pour tenir compte de l'inflation. Ce qui signifie que si l'an prochain vous gagnez 6 % de plus que cette année, vous ne paierez pas plus d'impôts. La belle affaire ! Car pendant ce temps, les prix au détail des principaux biens de consommation auront augmenté au moins de 6 %, dans l'hypothèse la plus optimiste. Et ainsi, votre pouvoir d'achat aura diminué.

Pour éviter cette éventualité préparée par Giscard derrière la technicité de ses dossiers budgétaires, il faut que les travailleurs ouvrent l'œil et ferment le poing, car la démagogie électorale risque de cacher les menaces pourtant inscrites noir sur blanc dans ce budget 1973.

J. GALLUS. ■

## Une Europe en peau de chagrin





# PETITE CHRONIQUE DU PROGRAMME COMMUN

Nous avons commencé la semaine dernière une série d'articles consacrés au Programme Commun PC-PS. La position du PSU à l'égard de cet événement politique est claire : nous n'en sous-estimons pas l'importance, ni les possibles conséquences politiques et sociales qu'il pourrait susciter. Il nous paraît cependant important que le débat entre les travailleurs s'instaure sur le contenu de ce programme, ses lacunes, ses silences, ses ambiguïtés. En attendant la sortie prochaine d'une brochure qui fera l'analyse détaillée et critique du programme PC-PS, nous continuerons semaine par semaine, à en éclairer tel ou tel aspect. Nous avons parlé dans le dernier numéro des salaires et de la durée du travail. Jean Verger revient ici sur les problèmes de santé et de cadre de vie.

## 2. - Santé, cadre de vie

Le secteur Santé comme chacun sait est fondamental, et tragiquement sous-équipé en France : le programme commun prévoit un élargissement quantitatif du nombre d'établissements hospitaliers. Il est question aussi de « démocratiser » la gestion de ces établissements : mais on reste dans le vague... Un oubli de taille dans cette fraction du programme commun : pas un mot (ni non plus dans le chapitre V consacré à l'enseignement) sur l'enseignement de la médecine, sur le statut des étudiants en médecine, sur la suppression de l'ordre réactionnaire des médecins. Ces questions n'ont apparemment rien de révolutionnaires » et on s'attendait à un peu plus d'imagination de la part du PCF et du PS dans ce domaine.

Le chapitre consacré aux problèmes de l'urbanisme et du logement dresse un catalogue correct des mesures à

accomplir et prévoit certains moyens. On peut regretter toutefois qu'en matière foncière on recule devant une véritable municipalisation des sols : le « droit de préemption public » prévu par le programme, par son caractère imprécis et général, ne peut avoir le même contenu et les mêmes possibilités concrètes d'application que notre mot d'ordre, lancé il y a quelques années. Une lacune importante est enfin constituée par l'absence de toute mesure concernant le droit au logement impératif des travailleurs : les travailleurs mal logés, les travailleurs immigrés, les jeunes travailleurs, ont ce droit. Ils ne vont pas attendre la réalisation au fil des ans, du programme quinquennal ou quadriennal de construction d'HLM et autres logements sociaux. Le patronat qui emploie la force de travail doit payer, et loger ou trouver des logements (décentes) pour les travailleurs (1).

Une lacune de ce type dans le programme, en dit long sur la manière planiste et technocratique dont ses auteurs règlent (ou font semblant de régler) les problèmes brûlants et immédiats des conditions d'existence des travailleurs.

### POLLUTION ; Quelques bonnes paroles

Le paragraphe 6 du chapitre III du programme commun est consacré à la pollution : c'est un catalogue de bonnes paroles « scientifiques », du type : « la pollution n'est pas une fatalité liée au progrès technique ». Quelles sont les méthodes proposées pour lutter contre la pollution ?

- Un fonds financé par les entreprises polluantes.
- L'annonce d'un décret général destiné à protéger la nature et l'environnement.

Aucune initiative n'est prévue en ce qui concerne soit les collectivités locales, soit les associations de défense de la nature. Au surplus la réponse est purement quantitative. Comme s'il n'y avait pas des choix qualitatifs, concernant l'essence même du mode de production capitaliste et la nature même du « progrès technique » dans ce mode de production.

Le problème de l'automobile par exemple, n'est vu que sous l'angle du développement des transports collectifs. Le problème de l'environnement est ainsi réduit à la portion congrue. On le comprend aisément puisque la critique dans ce domaine, met en cause l'ensemble du mode de production capitaliste, l'ensemble de ses choix productifs, techniques, technologiques et la manière dont la force de travail est traitée par le capital...

Jean VERGER ■

(1) Le programme prévoit la construction de 700.000 logements dont les trois quarts d'H.L.M., que sera le quart restant ?

## LA GAFFE

Il y a quelques semaines, M. Georges Marchais écrivait publiquement à un prêtre d'Issy-les-Moulineaux : « Le principe de séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'Ecole a pour conséquence, dès aujourd'hui, qu'aucun membre d'aucune Eglise ne peut exercer de fonction dans l'Etat et pas seulement dans l'Education nationale. »

Cette petite phrase a déclenché de nombreux remous dans les milieux chrétiens, et pas seulement dans les milieux modérés :

Ainsi, à l'intérieur du PC lui-même, le petit noyau de militants chrétiens, et même un certain nombre d'autres militants ont vivement protesté.

C'est pourquoi on a commencé à se dire, place du Colonel-Fabien, que le camarade secrétaire général adjoint avait peut-être fait une gaffe à six mois des élections. Et même une gaffe colossale ! Comme toujours en pareille occasion, on mobilise tout l'appareil de propagande du Parti autour du thème « la droite fait une interprétation tendancieuse de nos propos ; ce n'est pas du tout cela qu'on a voulu dire ».

### Sincères

Mais si, camarades, c'est tout à fait cela, pour une fois vous étiez sincères. La description que Georges Marchais fait de la place du chrétien dans la société civile est parfaitement en accord avec la conception que vous vous faites de la foi chrétienne : une idéologie au-dessus et en dehors des réalités sociales. Jamais il ne vous est venu à l'idée qu'il pouvait y avoir une différence entre un ensemble de superstitions religieuses et ce que les chrétiens appellent la foi, c'est-à-dire une conviction qui ne porte pas seulement sur la pensée intérieure des individus mais sur le sens de l'Histoire, dans l'acceptation la plus large de ce terme.

Ou plutôt si, cela vous est venu à l'idée, et c'est pourquoi vous tentez de toutes vos forces de rejeter la foi chrétienne dans le domaine religieux, autrement dit en dehors de la pratique sociale. C'est pourquoi vous répétez, en toute sincérité, que dans la société socialiste chacun pourra penser ce qu'il veut. Vous omettez simplement la fin de la phrase : chacun pourra penser ce qu'il veut, du moment que cela n'a aucune influence sur le cours réel de la vie politique, économique et sociale.

Or, cette fin de phrase est capitale. Car, pour les chrétiens, si leur foi n'a aucune portée sociale, historique, elle n'est rien. Elle n'est, comme vous le dites, qu'idéologie. Mais qu'elle soit une pratique sociale est pour vous intolérable.

### Inconcevable

Que des gens puissent partager entièrement votre analyse de l'exploitation de l'homme par l'homme, qu'ils puissent être entièrement solidaires de vous dans le combat pour la justice et qu'ils puissent, en même temps, dire que la libération humaine n'est pas seulement une question d'économie politique, voilà qui est, pour vous, inconcevable.

Le camarade Marchais est logique avec lui-même ; il est dommage que les impératifs électoraux vous obligent à introduire la confusion dans ce qui était parfaitement clair.

J. GALLUS. ■

★

[Le PSU a pris, sur cette question, une position sans équivoque, que Michel Rocard rappelait au cours de sa dernière conférence de presse : « Le PSU, animateur constant — avec d'autres — de toutes les campagnes du comité national d'action laïque, a défini sur ce point sa position dès 1969 en présentant un prêtre à une élection législative. Cet homme est pour nous un militant comme les autres, jugé sur ses actes et sur son combat politique, non sur sa vie privée, la foi qu'il y cultive et l'action prosélyte dont il entend l'accompagner. Ce qui valait pour un candidat député vaut pour toute fonction publique. Nous n'en serons des laïques que plus soucieux sur la tolérance de l'école, son ouverture à tous les courants de pensée et la nécessité pour chaque enseignant de situer loyalement la filiation intellectuelle au nom de laquelle il formule ses appréciations.]



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson. Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17<sup>e</sup>, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)  
M. ....  
Adresse .....  
Mode de paiement .....



## LA JUSTICE EN FUITE

Une publication opportune

Il y a des fuites que le pouvoir n'aime pas. N'est-ce pas Monsieur ARANDA ?

Il y a d'autres fuites que l'on regrette officiellement mais qui sont bien utiles. Une fuite heureuse a été celle de la note d'orientation de M<sup>e</sup> Pierre ARPAILLANGE « Pour une réforme d'ensemble de la justice pénale ». Dans une période où la police, la justice, bref, l'appareil de répression, donnent trop l'impression d'avoir le glaive et la balance sélectifs cela fait du bien de montrer qu'en « hauts lieux » on est aussi moderniste et que l'on n'hésite point à se poser des questions fondamentales...

Enfin, pourrait-on nous dire, vous le voyez bien qu'au Ministère de la Justice, les préoccupations ressenties par des organisations de magistrats sont également les nôtres. Nous travaillons discrètement, parce qu'il s'agit de choses sérieuses, il se trouve que la note Arpaillage a été publiée, alors qu'elle n'aurait pas dû l'être. Cet incident a, au moins, le mérite de montrer que le Pouvoir aussi est pour des réformes de la Justice.

Edgar Faure n'aurait pas fait mieux ! Il se trouve que depuis « l'affaire » de Bruay-en-Artois, et les déclarations du juge Pascal, se développe un phénomène extraordinaire. L'opinion publique devient réceptive à l'énoncé du fait réel que la justice, « notre » justice n'est pas la même pour tous, que c'est une justice de classe.

Or dans ce pays, comme dans bien d'autres, s'il y a quelque chose que l'on maintient au rang de mystère réservé aux initiés, c'est bien la justice. Parce qu'elle s'appuie sur un prétendu droit naturel, on la voile d'une théorie enrubannée de considérations techniques pour mieux affirmer qu'elle est indépendante des hommes et des systèmes.

Mais alors que, jusqu'à présent, le voile ne se levait que pour quelques-uns à l'occasion d'un événement judiciaire sans grande répercussion publique, aujourd'hui il se déchire et tous peuvent constater que la justice n'est pas particulièrement belle à regarder. A moins de fermer les yeux il n'est plus possible de demeurer ignorant.

Le rapport Arpaillage a certes le mérite de mettre en cause l'organisation du système pénal et son fonctionnement. Nous n'en ferons pas ici l'analyse, reportez-vous à votre quotidien habituel.

### Les véritables questions

Mais le rapport Arpaillage, en dehors de son moralisme, a l'énorme inconvénient (!) d'évacuer les véritables questions posées quant à la justice. On ne peut, en effet, tout résoudre en disant que « la justice doit appliquer une stratégie d'ensemble pour faire face à la criminalité » et en proposant « simplification et accélération du cours de la justice pénale ». La solution ultime proposée par le rapport a trait à une question structurelle « fusionner purement et simplement les fonc-

tions du Parquet et de l'instruction et de confier à un seul magistrat instructeur (dont l'indépendance devrait être évidemment garantie) le soin d'instruire les affaires. »

### L'emprise du pouvoir

Ce que les militants politiques savent bien c'est que l'emprise du pouvoir politique sur le système judiciaire n'est pas un vain mot. Dans de nombreux cas (Affaire Jean-Pierre Speller, les trois militants syndicalistes de Vernon...), était apparu le rôle réel du Parquet, partie intégrante, depuis le Code Napoléon, du système judiciaire. La puissance du ministère public, directement relié au ministère de la Justice, s'exerce sur le juge d'instruction.

La structure même de la justice est basée sur l'absence d'indépendance des juges. La pratique des « affaires signalées » par la Chancellerie, c'est-à-dire le ministère de la Justice, c'est-à-dire le gouvernement, c'est-à-dire la raison d'Etat, cette pratique se vérifie tous les jours. Et si le juge d'instruction ne répond pas au signal, sa note administrative s'en ressent. Puis il est dessaisi de l'affaire. Entre-temps, il y a eu les recommandations orales et les enquêtes dont seul le Parquet avait les résultats. Demandez au juge Pascal. Tout le monde sait maintenant que les juges ne sont pas particulièrement indépendants, non par lâcheté d'ailleurs, mais bien du fait du système judiciaire lui-même. Se battre pour une réelle indépendance des juges est certes une bonne bataille, une bataille nécessaire. Mais l'essentiel se trouve encore au-delà : la justice ne rend pas justice, elle applique des lois, elle rend des arrêts selon un code.

De même qu'il faut que l'opinion publique sache ce qu'il en est du statut et du rôle des magistrats, de même il faut rappeler que les lois sont fabriquées par le pouvoir politique avec charge pour les magistrats de les appliquer. Cette vérité d'évidence s'est particulièrement manifestée au moment de la fabrication de la loi anti-casseurs et de la nouvelle législation sur la drogue — l'heure du laitier.

### La machine molle

La justice est une branche de l'appareil répressif que s'est forgé l'Etat au même titre que la police et l'armée. Bien sûr, chacun de ces instruments a ses spécificités, son propre style et des divergences peuvent se manifester entre eux. Pourtant, les interpénétrations entre la justice et la police sont nombreuses en droit et en fait.

Au cours du mois de juillet dernier, date bien choisie — l'opinion publique se préoccupe plus d'autre chose que de la justice — un tribunal a jugé M. Charles Lascorz et ses complices de la Société ETEC — la bande à Charlie. Les juges du tribunal ont jugé sur dossier, c'est-à-dire qu'ils n'avaient pas et ne voulaient pas avoir à connaître ce qui n'était pas dans le dossier. Dommage, les juges et nous-mêmes aurions appris beaucoup de choses sur les services de police parallèle, sur leurs liaisons avec la police officielle, et avec leurs bandes d'extrême droite. Mais ce n'était pas dans le dossier. Certes, revendiquer la stricte séparation du judiciaire et du policier est une bataille nécessaire. Il faut que la police judiciaire dépende directement de la Justice et non plus de l'Intérieur ; il faut que la justice soit dotée de

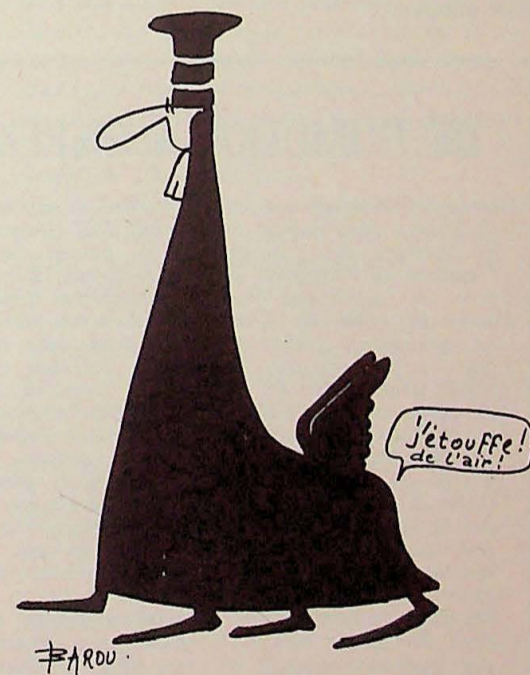
plus grands moyens matériels et financiers. Mais l'essentiel se trouve encore au-delà, si une bonne justice est rendue selon les mêmes lois qu'actuellement, les mêmes seront poursuivis et éventuellement condamnés, les mêmes seront épargnés.

L'arsenal juridique actuel ordonné en droit privé et en droit public, codifié en pénal, en civil, en administratif, etc., correspond aux besoins de défense et de maintien de la domination d'une coalition de forces qui détiennent le pouvoir économique, politique, idéologique et répressif, bref le pouvoir.

Un jeune qui vole une automobile et par là attente à la propriété privée, encourra toujours plusieurs mois de prison ferme. Un chef d'entreprise qui néglige les règlements de sécurité et par là provoque la mort d'un travailleur n'encourra jamais qu'une amende.

En 1970, 14 jeunes de Saint-Etienne-du-Rouvray en Seine-Maritime, étaient condamnés chacun à plusieurs mois de prison ferme pour avoir lancé des pavés sur un commissariat de police un soir de bal du 14 juillet. A la même période un chef d'entreprise de Pont-de-l'Arche (Eure) qui s'était enfuit avec la caisse et avait dilapidé les biens sociaux de l'entreprise, risquant de mettre au chômage plusieurs centaines de travailleurs, était condamné à une amende et à une peine de prison avec sursis.

celui qui étouffe c'est moi et non vous! aranda! sachez-le!



La Justice, « notre » Justice est une justice de classe parce que c'est son rôle et son devoir, elle est dotée des armes juridiques nécessaires à pérenniser la domination de la classe des propriétaires et des entrepreneurs. Il se trouve qu'en plus, la machine judiciaire par ses imperfections techniques et son inadaptation chronique, soigneusement maintenue, aggrave encore l'aspect visible de cette domination.

La justice pour tous n'est que celle qui protège quelques-uns. En cette matière il faut constater que ce n'est pas l'ordinateur qui est détraqué, ce sont les données qu'on y fait entrer qui ne sont pas justes.

La justice a ceci de commun avec les sondages d'opinion : le résultat est directement fonction des questions que l'on pose !

Patrick GANCEL ■



## GIEREK A PARIS

Depuis lundi, et jusqu'au 6 octobre, Edward GIEREK, premier secrétaire du Parti Ouvrier Unifié polonais est à Paris en visite officielle. Une visite qui revêt une double signification. Economique : il faut placer le charbon polonais. Diplomatique : le gouvernement de Varsovie est le fer de lance de la diplomatie soviétique envers le monde occidental.

Il s'agit toujours, pour Moscou, de réaliser sa grande idée d'une conférence européenne de sécurité, dont le double but est d'affaiblir la position de l'OTAN en général, et celle des Etats-Unis en particulier.

A la fin de l'année doit se tenir à Helsinki une réunion de préparation de cette conférence, au niveau des ambassadeurs. Avec les pays scandinaves, la France est le pays occidental le plus favorable à cette initiative.

### Le brise-glace

Dans ses grandes manœuvres diplomatiques, l'URSS utilise la Pologne comme un brise-glace. Le gouvernement de Varsovie est, en effet, le seul des pays de l'Est à pouvoir remplir un tel rôle : la RDA et la Tchécoslovaquie, totalement alignées sur le Kremlin, n'ont aucune crédibilité. La Hongrie et la Roumanie ne veulent pas voir compromis leurs efforts de décollage économique et politique en adoptant une ligne trop en flèche et les visites de Rogers à Budapest et de Nixon à Bucarest doivent encore être digérées par les Soviétiques.

### DE GOMULKA A GIEREK

Edward Gierak, un ancien ouvrier mineur, expulsé de France avant-guerre pour activité CGT. Revenu en Pologne, fait discrètement sa percée dans l'appareil du Parti dans son fief de Silésie. Bénéficie de l'appui des jeunes technocrates partisans de la réforme économique dont les thèses ne parviennent pas à trouver d'écho dans les deux autres groupes du Bureau politique qui s'affrontent depuis 68 : le groupe Gomulka, au pouvoir depuis la révolte de 1956, et qui a liquidé les conseils ouvriers sur lesquels il s'était d'abord appuyé ; le groupe Moczar (les « Partisans », groupe de pression regroupant l'ancienne génération du Parti) sur lequel Gomulka va s'appuyer par la suite. Ce dernier groupe est marqué par une tendance autoritaire bien illustrée par la politique répressive de Moczar au ministère de l'Intérieur (emprisonnement en 1965 de Kuron et Modzelewski, auteurs de la « lettre ouverte au Parti ouvrier polonais » (1) ; persécution massive des étudiants révoltés en mars 68 ; « politique nationale des cadres » réduisant ouvertement le nombre de citoyens d'origine juive dans l'appareil d'Etat).

La révolte de décembre 70 conduit à la chute de Gomulka que Gierak remplace en passant alliance avec Moczar, pourtant le chef de cette police qui venait d'assassiner les ouvriers de Gdansk !

Le groupe Moczar, nationaliste, anti-juif et mollement antisoviétique, disparaîtra à son tour au cours de l'été 71. Le prétexte de son « vidage » est la corruption généralisée des fonctionnaires des ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères (trafic d'influences, de devises, de visas). Gierak reste le seul maître.

On dit à Varsovie : « — Quelle différence y a-t-il entre Gierak et Gomulka ? — Aucune, mais Gierak ne le sait pas encore... »

(1) Maspéro, 1969.

# LE COMMIS VOYAGEUR DE MOSCOU



Gierak (à gauche) à la fête des moissons.

Pierre Roche

La Pologne, il est vrai, a elle aussi reçu Nixon : mais elle donne par ailleurs assez de gages sur le plan de son régime intérieur, très répressif, et surtout sur sa bonne volonté à l'égard du COMECON, le Marché commun des pays de l'Est. Elle dispose en outre d'une tradition diplomatique prestigieuse qui remonte aux années cinquante, lorsque le plan RAPACKI préconisait la création d'une zone dénucléarisée en Europe Centrale — proposition que l'on retrouvera probablement lors de la conférence de sécurité.

Cette crédibilité de la Pologne lui permet donc de jouer les bons offices entre l'Est et l'Ouest. Avec un certain succès : elle a obtenu de Nixon sa neutralité à l'égard de la conférence de sécurité. Et de Tito, la promesse de sa participation —

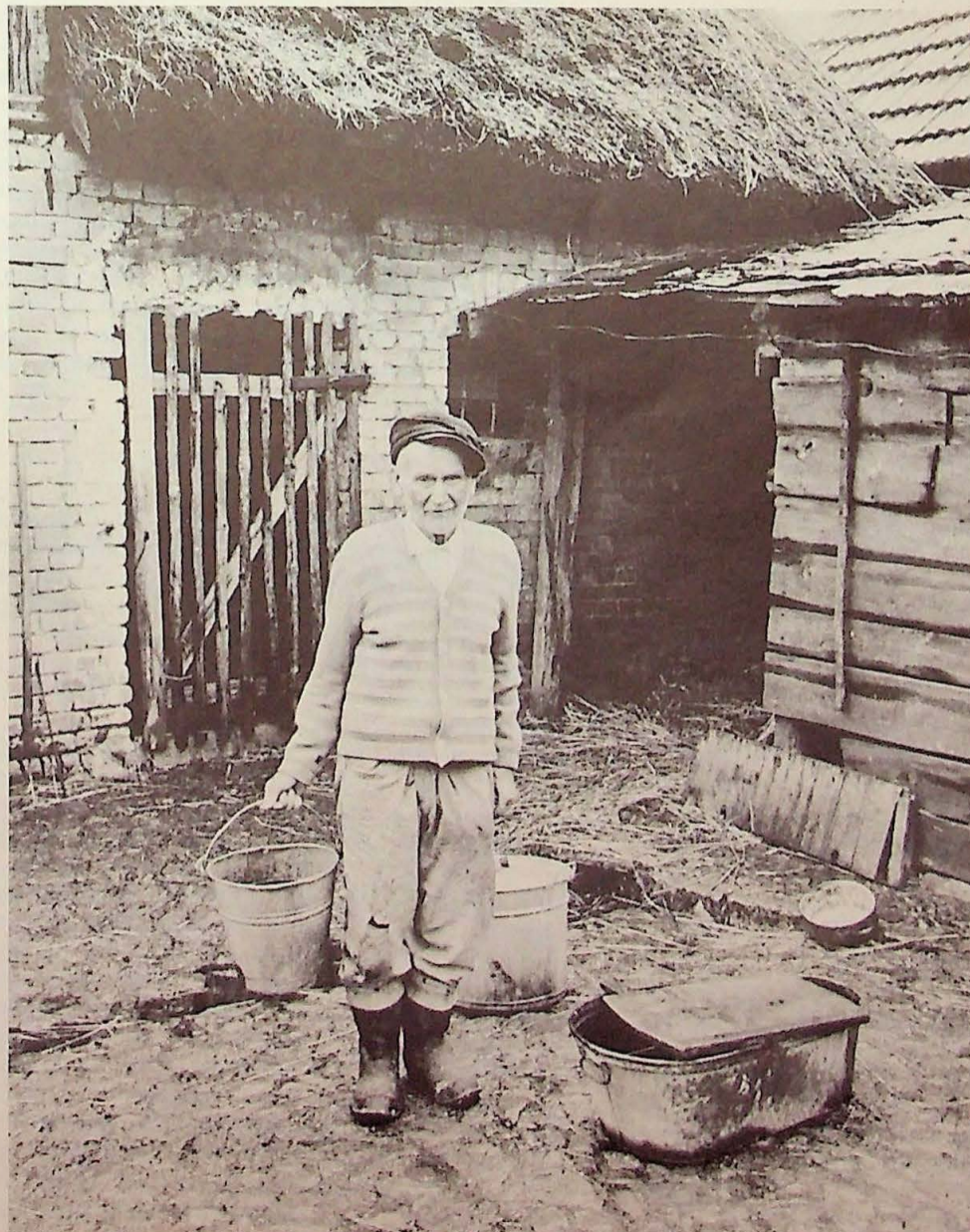
à condition de convaincre aussi d'autres pays neutres et non alignés.

C'est donc en ambassadeur de Moscou que Gierak vient à Paris. Mais aussi pour son propre compte : les incertitudes actuelles de la politique intérieure allemande menacent le récent rapprochement entre l'Allemagne fédérale et la Pologne, et Gierak ne serait pas mécontent de rendre à la France une priorité dans ses relations avec l'Ouest — qu'elle possédait du temps de De Gaulle, et que l'Ostpolitik de Willy Brandt lui avait enlevée.

Car il y a aussi l'aspect économique, commercial, de cette visite en France.

La Pologne est un pays à la population dense (34 millions d'habitants, cent au km<sup>2</sup>) occupée

## La Pologne



Pierre Roche



pour un tiers dans l'industrie, et pour plus de la moitié dans un secteur agricole privé à 85 %, très morcelé, pauvre et peu orienté vers l'exportation.

### Le rôle du charbon

L'industrie, très localisée, est basée sur le charbon (110 millions de tonnes) selon un plan établi en 1945 qui assignait à la houille, le rôle de monnaie d'échange avec l'Ouest, importateur de machines. La fermeture des frontières en 49 — provoque la réduction de cette production hégémonique et le commerce extérieur se limite alors à un troc marginal avec les Soviétiques.

Dès 1966, lorsque l'OTAN lève l'embargo sur l'exportation des produits stratégiques vers les pays du bloc communiste, la Pologne suit l'URSS et noue des liens avec le Marché commun (surtout l'Allemagne fédérale), la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Ses échanges avec l'Ouest représentent maintenant 25 % de son commerce extérieur. Mais l'exploitation du charbon est devenue déficitaire et la production agricole est presque entièrement absorbée par le marché intérieur.

En relevant de 20 à 25 % le prix des produits alimentaires et textiles, et de 10 % le prix du charbon, Gomulka espérait libérer une plus grande partie de ces produits pour l'exportation : ce fut une des raisons de l'explosion de décembre 70... Manquant cruellement de devises pour payer les machines onéreuses venues de l'Ouest, placée devant l'échéance des emprunts lancés à la suite de la crise de 1956, la Pologne a besoin de l'aide française.

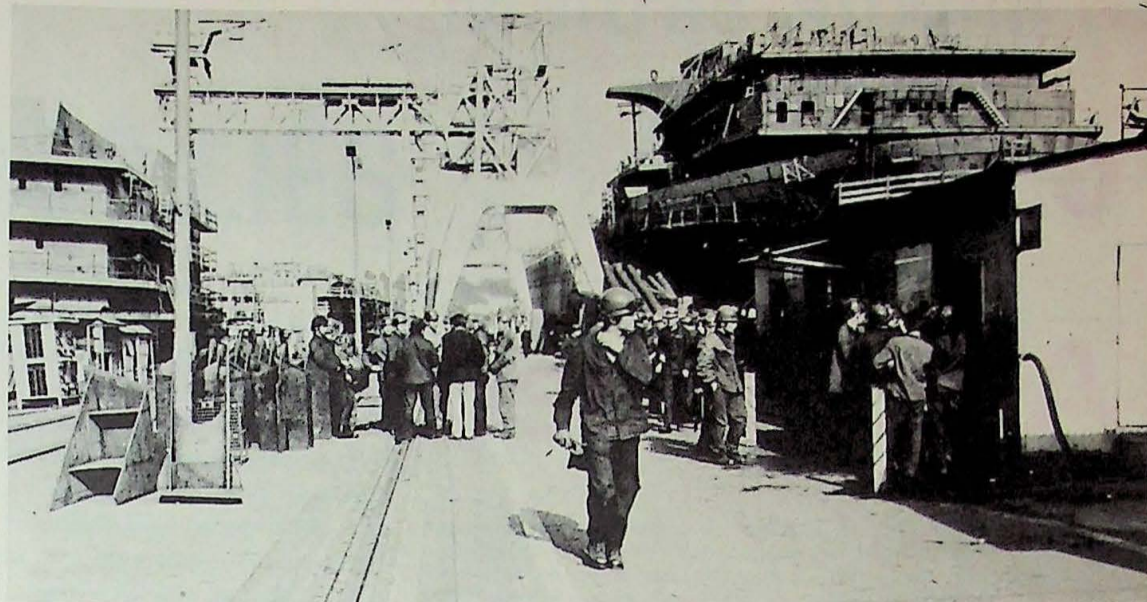
### Des camions Berliet

Gierek vient donc à Paris tout à la fois en commis-voyageur de Moscou pour « vendre » la conférence européenne de sécurité et en marchand de charbon qui souhaite placer ses stocks en échange de camions Berliet.

Pompidou, pour sa part, n'est pas mécontent d'accueillir en grande pompe le Premier secrétaire du Parti polonais : histoire de prouver au monde et aux gaullistes de stricte obédience, que le « dérapage » du régime vers l'atlantisme est une pure invention du PCF...

Claude VANCOUR ■

## FACE AUX OUVRIERS



Pierre Roche

Le chantier naval de « la Commune de Paris » où naquit la révo- de 70.

*Depuis 1965, une réforme économique timide vise à rentabiliser les usines en les rendant plus sensibles aux prix réels du marché. C'est ainsi qu'un système de primes et de pénalisations devait être introduit en 1971 : la révolte ouvrière l'a repoussé. On le réintroduit aujourd'hui en douceur.*

*Cependant, les structures vieilles et autarciques de l'industrie, la dictature des prix mondiaux — c'est-à-dire capitalistes — le troc des échanges avec l'URSS, qui en est à un niveau pré-capitaliste (échanges en volumes égaux, bons à valoir en produits soviétiques) et la dictature du charbon font que le régime n'a pu rogner que sur les salaires ouvriers et réduire le nombre d'emplois.*

*Le « fonds de salaires » fixé par le plan, limite le volume de l'emploi, chaque sala-*

*rié supplémentaire devant être payé sur une même enveloppe globale.*

*Ainsi le chômage, que l'on évalue à plusieurs centaines de milliers de travailleurs, est reconnu officiellement par l'arrêté du 6 novembre 68, qui fixe de façon très restrictive une allocation de chômage aux travailleurs sans emploi depuis 2 semaines au moins.*

*L'insécurité de l'emploi se développe en même temps que les heures supplémentaires allongent illégalement la journée de travail, jusqu'à 16 heures, pour boucler le plan.*

*Les syndicats ont officiellement comme seul objectif : la discipline du travail (lutte contre l'absentéisme), l'augmentation des cadences, le respect du Plan. Ils s'identifient avec le régime et l'Etat.*

*La révolte de décembre 70, qui a fait entre 300 et 1.000 morts sur les côtes de la Baltique a été lancée par les ouvriers des chantiers navals de Gdansk. Or ceux-ci appartiennent à une catégorie relativement bien payée : ce ne fut pas une révolte de la faim, mais une exigence de contrôle sur les conditions de travail.*

*Ils exigèrent la fin des cadences infernales établies au nom de la productivité, la réduction de l'éventail des salaires et, ignorant leurs prétendus syndicats, élirent leurs propres comités de grève, qui ont fait tourner les usines et riposté à la police au chant de l'Internationale.*

*Ainsi, le mythe des réformes se heurte à la vieille revendication qui est aussi la nôtre : celle du contrôle ouvrier, du pouvoir autonome de la classe.*

*Recevant Gierek le 24 janvier 71, le délégué du chantier CP lui tient ce langage : « Il y a des gens qui ont déjà un socialisme dont ils ne savent plus que faire. Trop d'argent, trop de moyens pour faire de l'argent... Nous devons faire en sorte qu'il n'y ait pas de division de classes. Pourtant, c'est depuis le sommet que l'on crée cette division... » (1).*

### La commune de Paris

*Et le délégué du chantier W2 exige de connaître le montant des salaires des directeurs et des ministres, et propose de les abaisser au cas où ils dépasseraient le double des salaires des ouvriers qualifiés.*

*C'est la reprise, mot pour mot, un siècle après, du programme de la Commune de Paris, que Marx, puis Lénine ont inscrit définitivement à l'ordre du jour de la Révolution prolétarienne (les salaires des élus révocables ne peuvent dépasser le double du salaire ouvrier).*

*Aux Staliniens de tous les pays, nous disons, avec nos camarades polonais :*

*« Socialisme OU hiérarchie ! »*

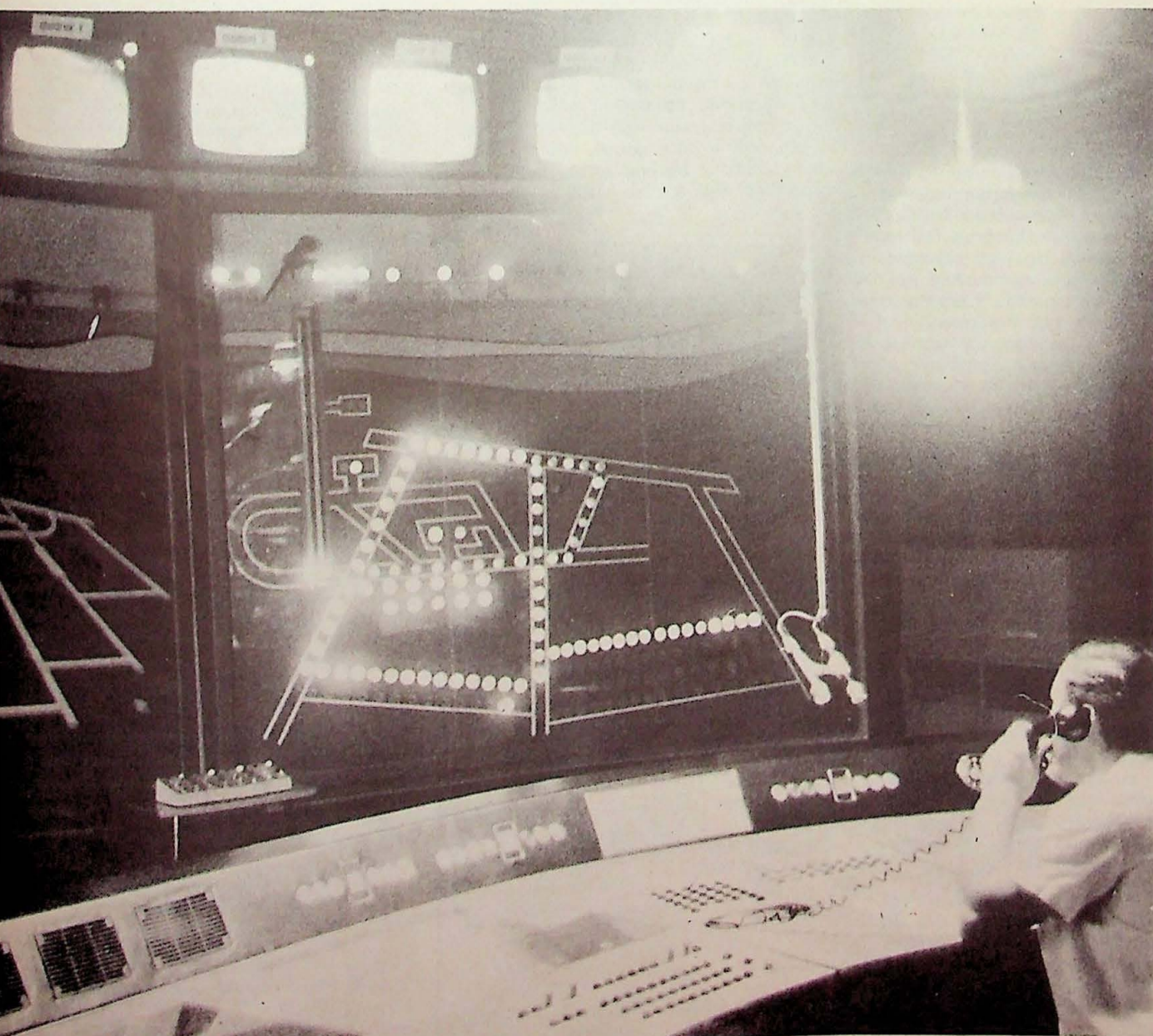
*« Socialisme OU bureaucratie... »*

C. V.

(1) - Gierek face aux grévistes de Szczecin - , Selo, 1971, reproduction intégrale de l'enregistrement magnétique de la rencontre du 24 janvier 71.

## s contrastes

Une agriculture archaïque (à gauche). Mine de charbon entièrement automatisée en Silésie.





## C.F.D.T

# A la recherche des O.S.

Depuis une dizaine d'années, la Fédération générale de la métallurgie CFDT (FGM) a procédé à diverses enquêtes et études sur les salaires, les cadences, les qualifications des travailleurs de sa branche. Régulièrement, elle procède à l'analyse des résultats des élections professionnelles qui fait autorité en matière de représentativité des organisations syndicales.

C'est dire combien la publication récente par cette fédération d'une étude sur les conditions de travail des OS (1) a pu susciter l'intérêt. Déjà en 1963, 1965 et 1968, la FGM s'était penchée sur les problèmes des OS.

Le champ d'observation de la dernière étude porte principalement sur les OS des ateliers de l'automobile et les femmes de la construction électrique.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il existe une situation de crise chez les OS. Tout le monde, y compris le patronat qui a publié en février dernier un important rapport sur la question.

Les causes de cette crise sont également bien connues : les cadences, les conditions de travail, les qualifications... C'est au niveau des aspirations et des besoins des OS que l'étude de la CFDT fournit des éléments intéressants. Les luttes récentes, comme celles de Renault ou de Moulinex, ont révélé aux OS, et particulièrement aux jeunes, l'absurdité, pour ne pas dire le vice, du système actuel. Cela se traduit par un immense sentiment de dépendance que l'on sait voulu par le patronat à travers l'insécurité qu'il fait peser sur les travailleurs, les faibles salaires particulièrement pour les femmes, l'absence de formation adaptée.

### Des C.A.P. inutiles

Nombre de bobineurs des industries électriques ont en poche un magnifique et inutile CAP de couturier. L'autre critique des travailleurs concerne les méthodes pseudo-militaires d'encadrement et d'autorité. Les OS sont aussi les principaux praticiens du travail posté (2 x 8 h - 3 x 8 h - 4 x 8 h)

et cette formule, outre qu'elle a des conséquences inacceptables sur la vie sociale des travailleurs (familiale et culturelle), a des répercussions scandaleuses sur la santé. Le bruit fournit aux hôpitaux 20 % de leur clientèle. 18 % des travailleurs en journée normale souffrent de troubles gastriques, 44 % chez ceux qui pratiquent les 4 x 8 h. 71 % des travailleurs de cette dernière catégorie souffrent de maladies nerveuses.

### Quelle réponse syndicale ?

Face à cette situation quelle est la réponse syndicale ? Avec un certain courage la FGM affirme qu'elle n'a pas à définir le programme revendicatif des OS. C'est reconnaître le peu d'influence des organisations syndicales sur cette catégorie de travailleurs que les récents conflits (Renault, Moulinex, Sollac, Penarroya, etc.) qui ont démarré hors des syndicats ont démontré que cette affirmation pourrait être interprétée comme un aveu de l'incapacité du syndicalisme à pénétrer ces catégories. Et les partisans de cette thèse relèveront que l'étude de la CFDT ne conduit pas à la découverte de la solution miracle.

Si la CFDT ne se prononce pas, c'est certainement parce qu'elle sait que de nouveaux conflits vont éclater chez les OS ; qu'il est bon qu'ils éclatent, car comme tous les précédents, ils seront riches d'enseignement.

Le patronat veut éviter ces conflits qui développent la prise de conscience

des travailleurs et les rapprochent des organisations syndicales. Voilà pourquoi il est prêt à des efforts sur les salaires, à des concessions sur les conditions de travail, à des évolutions en matière de formation et de qualification.

La FGM n'est heureusement pas dupe de la volonté patronale et elle entame son rapprochement avec les OS par la provocation d'un affrontement de grande envergure avec les patrons. Pour cela elle met en avant un certain nombre d'objectifs revendicatifs très importants.

### Refuser la marginalisation

Il s'agit d'abord de refuser la marginalisation des OS en préconisant le statut unique des travailleurs. Le PSU avait avancé cet objectif dans son programme d'action de janvier 71. C'est en effet la seule solution qui permette, comme le dit la FGM, d'intégrer les OS « ... dans une situation évolutive générale de l'emploi, des conditions de travail, de promotion... »

Mais si cet objectif est important il est quand même et hélas, à plus long terme. Pour l'heure, les militants de la CFDT sont invités à combattre l'extension du travail posté, à s'opposer aux méthodes de travail parcellisé, à lutter contre la montée des cadences, à engager la lutte contre l'autorité du chef. Vaste programme et bien plus important que les revendications salariales.

Cette réponse de la CFDT n'est certes pas encore de nature à provoquer un mouvement général chez tous les OS. Mais elle ouvre la voie à des interventions originales et nouvelles dans les entreprises. C'est une illustration concrète de ce que clame E. Maire depuis plusieurs semaines et que feint de ne pas comprendre G. Ségué au nom de sa tactique actuelle : « Pas de vagues ».

Il y aura dans les mois qui viennent des négociations sur les problèmes des OS. Ce ne seront hélas pas les plus importants. Il n'est donc pas impossible que la réaction de ces travailleurs réserve quelques surprises. Par sa fédération de la métallurgie, la CFDT s'est mise en position d'être comprise des OS. C'est important, car ils étaient jusqu'ici considérés comme la chasse gardée de la CGT et du PCF. Mais ces travailleurs affirment par leurs luttes qu'ils n'appartiennent à personne. C'est avant tout l'unité de la classe ouvrière qu'il s'agit de réaliser. Voilà bien l'objectif le plus important mis en avant par cette étude de la FGM.

Jacques FERLUS. ■

(1) FGM-CFDT : 26, rue Montholon, Paris-9<sup>e</sup> : « Les Conditions de travail des ouvriers spécialisés et des travailleurs postés. »

## Echec à Bibendum



Jeudi 21 septembre : une grève particulièrement significative et importante éclate aux usines Michelin, à Clermont-Ferrand, dans l'atelier OPK qui confectionne les nappes métalliques entrant dans la composition des pneus. C'est un secteur clé : sa paralysie bloque la production en amont et en aval.

Les revendications :

- augmentation uniforme des salaires (0,50 F pour tous) ;
- suppression du paiement au rendement (et des chronomètres chargés de limiter les temps morts depuis juin 72) ;
- remise en cause de la hiérarchie : une seule classification pour tous dans un même travail ;
- amélioration des conditions de travail.

La direction : fait d'abord peser la menace du lock-out, puis demande à ses usines extérieures — en France et à l'étranger — de fournir les nappes nécessaires pour remettre en route sa production.

Elle tente aussi — sans grand succès — de faire tourner l'atelier OPK avec des agents de maîtrise d'autres secteurs.

La riposte des travailleurs : les ouvriers de l'usine de Hambourg, avertis, refusent de faire des heures supplémentaires demandées par la direction locale « pour pallier une panne des machines à Clermont-Ferrand... » De même, à Cholet, les travailleurs contrôlent l'expédition des nappes. Et à Clermont même, dans certains ateliers, les ouvriers refusent les nappes venues de l'extérieur.

Les syndicats : Dans ce conflit parti de la base, la CGT, largement majoritaire, met l'accent sur les augmentations de salaires et considère comme « un premier fruit de la lutte » les 15 centimes d'augmentation générale octroyés après 10 jours de grève par la direction.

Quelques camarades de la CFDT s'efforcent au contraire de maintenir en priorité les revendications portant sur la hiérarchie des salaires et les conditions de travail.

Le PSU : Des communiqués dans la presse locale, diffusion d'un tract dès le début du conflit. Contacts avec les sections PSU des autres usines Michelin. Interventions directes enfin dans l'atelier OPK.

Bilan provisoire : **Nettement positif.**

Amorce de solidarité internationale (Hambourg) - Contrôle des ouvriers sur la production, l'expédition et l'arrivage des nappes - Remise en cause très nette de la hiérarchie et des conditions de travail qui porte directement atteinte à l'organisation capitaliste du travail.

Le combat continue.

(Correspondance) ■

Lu cette semaine dans « Combat » :

● Mme Pompidou a inauguré mardi à Paris, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement, le club Jean Aicard, destiné aux personnes âgées. Il n'y a eu aucun incident..



## Les travailleurs immigrés

# PIEDS ET POINGS LIÉS

A partir du 16 octobre prochain, tout travailleur immigré qui ne présentera pas un contrat de travail d'une durée minimum d'un an ainsi qu'une attestation de « logement décent » se verra refuser la carte de séjour. Ceci vise tout particulièrement les travailleurs immigrés entrés récemment en France ou en chômage (1). Ceux qui ont un emploi n'auront pas à justifier d'un logement pour obtenir le renouvellement de leur carte de séjour. Par contre, si cet emploi est considéré par les patrons et le gouvernement comme faisant partie d'un métier dit « excédentaire » la demande pourra être refusée.

L'attestation de « logement décent » sera délivrée par l'employeur, et sous sa responsabilité. Elle fera désormais partie intégrante du contrat de travail. Ces contrats « travail-logement » ne seront acceptés que si les offres d'emplois pour lesquelles ils ont été établis, ont été notifiées trois semaines auparavant à l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.). C'est pourquoi obligation est faite aux employeurs depuis le 15 septembre de déclarer leurs offres d'emplois à l'Agence.

Enfin, ce seront désormais les services de police et eux seuls qui délivreront les cartes de séjour. A Paris et depuis peu à Lyon, Marseille et Lille : les préfets de police, les commissariats dans les autres villes, tiendront le fichier des travailleurs immigrés. Le refus de la part de ces services entrainera le refoulement du travailleur immigré vers son pays d'origine.

Tels sont les points principaux de la circulaire du ministère des Affaires sociales établie en février dernier. L'ex-ministre Joseph Fontanet en porte la (triste) paternité. On l'appelle et on l'appellera désormais la circulaire Fontanet-Marcellin.

### Retour au paternalisme

Le gouvernement a présenté ces décisions en les baptisant « réforme sociale ». Ses arguments sont les suivants : « on va pouvoir mettre un terme à l'exploitation des travailleurs immigrés par les « marchands de sommeil, vider les bidonvilles, assurer un travail et un logement stable au maximum d'entre eux... plus de travailleurs débarquant en France sans emploi, ni logement, etc. Priorité aux chômeurs français, voire immigrés. »

On veut bien admettre que quelques-uns des hauts fonctionnaires du ministère aient cru sincèrement à leur affaire. Disons-le leur tout net : ils se sont fait « avoir ». Voilà pourquoi.

Le nouveau système livre les travailleurs immigrés pieds et poings liés aux patrons et à la

police. C'est un formidable recul dans la législation du travail. On doit se souvenir que les combats les plus durs livrés par les travailleurs de tout temps ont tourné justement autour de la révolte contre l'inféodation de l'ouvrier, de l'employé à son patron. Le patronat du XIX<sup>e</sup> siècle (exemple Michelin, les Houillères, etc.) « offrait » un logement à ses ouvriers. Ce « paternalisme » a freiné pendant longtemps les luttes sociales et politiques. Il a toujours représenté un terrible ennemi.

Plus de 3.000.000 de personnes étrangères vivent en France actuellement. La moitié (1.500.000) sont des travailleurs salariés. Un certain nombre ont aujourd'hui femme, enfants et famille.

Qui sont-ils ?	
Algériens	750.000
Portugais	685.000
Espagnols	650.000
Italiens	590.000
Marocains	170.000
Tunisiens	95.000
Yougoslaves	65.000
<b>Total</b>	<b>3.005.000</b>

Les travailleurs français ne peuvent pas laisser passer une telle atteinte à l'ensemble de leur conquête. S'ils ne réagissent pas, demain ils seront à leur tour frappés (on cloisonne, on sélectionne, on crée des contractuels, des intérimaires, etc.). Ils connaissent bien la tactique du patronat : diviser pour régner.

Le capitalisme moderne met de « l'ordre » dans ses affaires. Les travailleurs immigrés sont pour lui l'élément essentiel de son « armée de réserve ». Il recrute ce dont il a besoin pour combler les vides : emplois sous-payés comme dans le bâtiment, très pénibles dans certains secteurs tels que la métallurgie, la chimie, etc.

L'O.N.I. (Office National de l'Immigration) a des antennes dans les pays sous-développés anciennement colonisés, (Afrique du nord au sud) dans les pays féodaux et fascistes (Espagne, Portugal, Turquie), etc. Il est le représentant du gou-

vernement et du patronat français. A ce titre il prélève dans la masse des chômeurs ce dont il a besoin.

### Le combat de tous

Des conventions ont déjà limité globalement le nombre des entrées : Portugal, Algérie, Espagne, Yougoslavie. La circulaire Fontanet-Marcellin est chargée de faire passer cette limitation, cas par cas. Les « fortes têtes » (traduisons les travailleurs immigrés qui s'insurgent contre le sort qui leur est fait, contre le rôle de « jaune » que l'on veut leur faire jouer) n'ont qu'à bien se tenir ! Désormais, la police aura tout pouvoir pour exécuter les ordres des employeurs : c'est elle qui délivre la carte de séjour, au vu du contrat de travail.

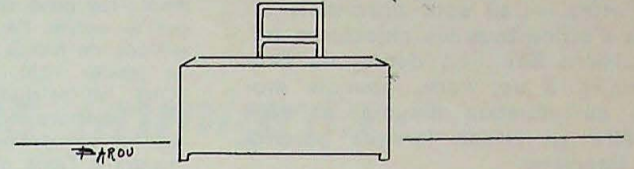
Il faut le dire et le répéter : derrière sa façade « humanitaire », la circulaire Fontanet marque un recul sans précédent. C'est un texte qui est sous couvert économique essentiellement répressif. Elle a, du fait de la situation d'origine et de l'histoire des travailleurs immigrés un contenu raciste. Les travailleurs français, que l'on flatte à cette occasion (stabilisation du chômage, etc.) ne donneront pas dans le panneau. La lutte contre la circulaire Fontanet ne peut être que le combat de tous. La classe ouvrière qui comprend la quasi-majorité des travailleurs immigrés (O.S. et manœuvres) est en première ligne pour le combat commun.

La C.G.T. vient de faire connaître son avis au travers des déclarations d'un des membres de sa Commission exécutive. Elle craint simplement que l'objectif soit détourné et pose quelques questions au Ministère des Affaires sociales. Pour nous, c'est clair : la lutte de masse doit être engagée partout et dès maintenant : A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET-MARCELLIN.

Michel CAMOUIS ■

(1) A l'exception des travailleurs algériens qui « reçoivent » leur carte de séjour avant de partir. Ceci dans le cadre de la convention franco-algérienne.

## Maîtres auxiliaires



Après un certain nombre de luttes locales et régionales, l'an passé, la nécessité d'une lutte d'ensemble contre l'organisation d'une armée de réserve dans l'Education nationale — la plus grosse entreprise d'intérim du pays — apparaît de plus en plus clairement.

Ce qui peut sembler paradoxal c'est le caractère tardif de cette prise de conscience. Au moins deux raisons l'expliquent : d'abord la situation objective des auxiliaires eux-mêmes (incertitude de l'emploi, mobilité constante, pression administrative, conditions de travail, isolement, etc.) est telle qu'ils leur est très difficile de se grouper et de poser leurs problèmes de façon collective ; d'autre part, les syndicats enseignants n'ont voulu poser le problème des MA que d'une façon individuelle, ne proposant que des solutions individuelles : boucher provisoirement un trou — même si cela aboutit à mettre un MA licencié sur un poste de PEGC — « estimez-vous satisfait » — passer les concours ultra-sélectifs de recrutement. En clair, le mot d'ordre est « débrouillez-vous ». C'est se situer sur le terrain du ministère. Tout cela a retardé considérablement la prise de conscience de la nature d'ensemble du problème et de la part des MA de la réussite d'une riposte collective.

Il faudra revenir de manière approfondie sur la signification géné-

rale de l'institution d'un auxiliaire permanent dans l'Education nationale et sur les conséquences qu'il faut en tirer.

Pour le moment l'heure est à l'action et à l'organisation qui la permet. C'est ce qu'ont compris un certain nombre de MA. — qu'ils soient en poste — pour combien de temps ? — ou en chômage. Du fait de l'attentisme syndical — du côté FEN — ou des possibilités très inégales du SGEN qui fait un effort mais qui se manifeste peu dans la région parisienne — un comité de lutte, rassemblant des syndiqués et des non-syndiqués s'est formé et s'est donné un certain nombre de tâches immédiates — briser la conspiration du silence sur ce problème (cf Tribune libre du « Monde » du 27 septembre) ; — faire des enquêtes sur les établissements ;

— donner des réponses concrètes aux auxiliaires chômeurs (leur faire connaître leurs droits !)

— trouver des moyens d'action leur permettant de sortir de l'isolement : établir en conséquence des liens avec les étudiants voulant enseigner et aussi avec les autres catégories du personnel administratif et technique de l'Education nationale victimes de la même politique de rentabilisation. (Ecrire à Bernard Paul, 14, rue des Minimes, Paris-3<sup>e</sup>).

B. RAVENEL. ■

### FAS (Paris XVIII<sup>e</sup>)

Le Fonds d'action social (FAS) est un établissement para-public administratif chargé de préparer les dossiers d'attribution de subventions en faveur de l'hébergement des travailleurs immigrés. Il est, en liaison étroite avec le Ministère des Affaires sociales et l'Office national de l'immigration (ONI), recruteur de main-d'œuvre.

Le mardi 19 septembre, le personnel se met en grève pour 24 heures. La grève est reconduite le lendemain et les jours qui suivent. Les revendications sont les suivantes :

— une prime de fin d'année égale pour tous et non « à la tête du client » ;

— un avancement automatique d'au moins 25 points tous les deux ans ;

— la revalorisation des heures supplémentaires (15 heures effectivement payées).

Sur un effectif de 43 personnes dont cinq occupant des postes de direction, vingt-deux sont en grève. Il y a quelques absents et une douzaine de non-grévistes. Une section CFDT est implantée mais le clivage entre grévistes et non-grévistes passe à l'intérieur. Enfin, sur le total de l'effectif, il n'y a que 13 personnes ayant le statut de cadre.

La Direction se replie derrière son absence de pouvoir (« voyez Ed. Faure et Giscard d'Estaing ») pour refuser toute négociation. Face à son durcissement, les grévistes qui tiennent une assemblée journalièrement tentent de populariser leur lutte autour de son thème central : pour l'obtention d'avantages non hiérarchisés.

### CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Depuis plusieurs mois, les ouvriers des Forges de la Vence (Ardennes) multipliaient les grèves tournantes afin d'obtenir une revalorisation de leurs salaires. Sans succès.

Une nouvelle entrevue direction-syndicat (la CGT est seule représentée) devait se tenir le 13 septembre dernier. Le matin de la réunion, les ouvriers décidaient spontanément au cours d'une assemblée générale de cesser le travail et de se grouper dans le bureau où avait lieu la discussion. Leurs porte-parole déclarèrent au patron ainsi qu'aux délégués que le personnel était décidé à ne pas les laisser sortir avant que ne soit signé un accord acceptable par eux.

A midi, un repas froid fut servi aux « captifs » par les manifestants. Dans le courant de l'après-midi, eut lieu une intervention du responsable départemental CGT auprès des grévistes-occupants pour leur demander d'évacuer le bureau où se tenait la discussion. Les ouvriers refusèrent. A 21 heures, un protocole d'accord était signé reconnaissant une augmentation horaire des salaires de 50 centimes.

Certes, il serait faux de prétendre que toutes les occupations-séquestrations peuvent se terminer par un succès aussi large. L'important n'est pas là : il est dans la volonté commune de passer à une étape supérieure de manifestation du mécontentement après un long travail de préparation utile bien sûr, à condition de ne pas en rester à ce stade lorsque l'affrontement devient inévitable.



## insoumis pourquoi ?

Yves Deschomets, 23 ans, technicien dans la métallurgie, à Saint-Etienne. Membre de la CFDT, militant PSU depuis Mai 68. Il est objecteur de conscience. Ainsi qu'un grand nombre d'autres O.C. il a refusé de se rendre à son lieu d'incorporation, l'office national des Forêts — où sont désormais affectés d'office tous les objecteurs (cf. TS numéro 547 « Le décret de Brégançon »). Il est donc, pour le moment, en situation illégale, et sera peut-être en prison lorsque paraîtra cette interview.

« Qu'est-ce qui t'a amené à demander le statut d'objecteur de conscience ? »

— En tant que chrétien, je refuse de porter les armes contre mon prochain. C'est uniquement cela dont j'ai fait état dans ma demande (1). Mais aussi, je refuse l'armée capitaliste et j'entends protester contre les ventes d'armes, l'armement nucléaire, l'ar-

mée briseuse de grèves et le rôle que peut jouer l'armée contre la révolution.

— Mais le décret de Brégançon du 2 septembre 1972 t'empêche de faire un véritable service civil ?

— Le décret met les O.C. au ministère de l'Agriculture, qui nous affecte d'autorité à l'office national des Forêts. L'ONF est une entreprise à caractère industriel et commercial qui a pour but de faire du profit avec la forêt : on coupe les arbres pour faire de l'argent. Nous affecter à l'ONF c'est très bien joué de la part du gouvernement ; les gens croient que l'on va protéger la nature. En réalité, l'ONF a fait 46 millions de francs de bénéfices en 1970. En janvier 1970, le directeur général de l'ONF, M. Delaballe, déclarait : « L'objectif à atteindre doit être évidemment, en rejetant délibérément toute éventualité de recours à l'aide de l'Etat, de corriger une évolution qui, sans impulsion nouvelle, aboutirait à une diminution de l'autorité financière de l'établissement, c'est-à-dire à une diminution de son autonomie tout court. Pour atteindre cet objectif, il n'y a pas de remède-miracle, il faut, à tous les niveaux, CREER UNE OBSESSION DE LA PRODUCTIVITE ».

Nous avons demandé au ministère si nous ne concurrencerions pas la main-d'œuvre.

Nous n'avons pas reçu de réponse et nos craintes semblent se confirmer. Si l'ONF veut des employés, pourquoi ne pas engager des salariés ? Ils ont l'argent ! Or, nous serons payés 0,89 F par jour et nous devons vivre ainsi pendant deux ans !

Les objecteurs de conscience ont mieux à faire : par exemple, l'alphabétisation des travailleurs immigrés. Si on acceptait l'ONF, le statut d'objecteur n'aurait plus aucune valeur.

— Les objecteurs refusent donc l'affectation à l'ONF ?

Au sixième jour de la visite médicale précédant l'incorporation, 43 ont refusé sur 84 objecteurs convoqués, 5 ne se sont pas rendus à la visite et une trentaine ont accepté ou sont indécis. Chaque jour de visite, une nouvelle lettre de refus est envoyée au ministère.

— Quels sont les risques du refus ?

— L'insoumission ou la désertion : dans tous les cas, la prison. Certains pensent que nous serons seulement accusés de refus d'obéissance, mais ce n'est pas évident.

— Quelles sont les perspectives offertes à ceux qui refusent ?

— Nous en avons assez de réagir au « coup pour coup ». Nous voulons aller plus loin que le problème de l'ONF. Nous réclamons une révision du statut, avec le droit au statut d'objecteur pour tous les motifs. Nous réclamons aussi la dissolution de la commission juridictionnelle qui juge nos demandes : c'est aberrant que des gens jugent la conscience des autres !

Nous demandons la liberté d'affectation dans les associations de notre choix, la possibilité de faire sa demande à tout moment de sa vie, le rétablissement de nos droits politiques et syndicaux, et aussi la suppression de l'article 50 qui interdit toute propagande en faveur de la loi.

— Quelle est l'aide que vous attendez des organisations révolutionnaires ?

— Nous attendons d'elles qu'elles mènent une campagne anti-militariste. Il faut parler de ceux qui se battent dans et hors des casernes. Il faut dénoncer le rôle de l'armée dans cette société. Son double rôle de bourreau de crâne et de briseur de grève.

(1) En effet, seuls les motifs philosophiques et religieux sont admis (cf. les affaires Valton et Janin-Fayard).

## CEUX QUI REUSSISSENT SAVENT QUE LES FAUTES DE FRANÇAIS SONT DES FAUTES DE GOUT... ET SOUVENT CAUSE D'ECHEC.



### LE ROBERT en 7 volumes : Un instrument de réussite pour tous.

Dans notre monde moderne, vous savez qu'on vous juge sur votre façon de parler et d'écrire. Et vous savez que de cela peut dépendre votre réussite.

Grâce au ROBERT en 7 volumes, vous disposez d'un instrument de culture idéal qui est un véritable placement. En effet, Le ROBERT, seul dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française vous permet d'exprimer clairement votre pensée, de remédier aux défaillances de mémoire, de construire correctement des phrases ou de rappeler avec exactitude une citation célèbre ou son auteur. Pour chaque mot, Le ROBERT vous donne, bien entendu, définition, étymologie, prononciation, analogies, contraires, synonymes, difficultés grammaticales et citations (Le ROBERT en contient

plus de 200.000). Mais, de plus, c'est le seul dictionnaire alphabétique et analogique de la langue classique et moderne qui vous permet de découvrir le mot inconnu ou oublié.

Atout indispensable de ceux qui veulent réussir, Le ROBERT en 7 volumes est aussi l'instrument du langage par excellence dont doivent disposer vos enfants.

Parce qu'il occupera une place de choix dans votre bibliothèque d'homme cultivé, Le ROBERT en 7 volumes a reçu une présentation de très grande classe : luxueuse reliure verte sous jaquette, inscriptions gravées à l'or fin, papier de haute qualité qui lui ont valu le Prix du plus bel ouvrage imprimé sur alfa.

## leur opinion



ANDRÉ MALRAUX

« ... Chacun se réjouit de la réussite de cette œuvre à maints égards exemplaire et pour laquelle la langue française n'a pas cessé de vivre en 1850... »

PIERRE DAIX Les Lettres Françaises.

« Je n'ai pas à revenir sur la sûreté d'information du ROBERT. On peut aisément mesurer que ceux qui y travaillent se tiennent à jour — ce dernier tome contient des citations du Roman inachevé, des Mandarins, de Zazie — et que le souci de l'exactitude historique leur tient à cœur. Ce dictionnaire n'apporte pas seulement en effet un tableau des acceptions d'un mot, mais aussi l'évolution du sens, l'apparition des nouveaux emplois. Les trois pages consacrées à "plein" me paraissent un modèle du genre, pas seulement répertoire d'expressions, mais véritable enquête sur le sort du mot... »

HENRI TROYAT de l'Académie française.

« ... Soyez sûr que je n'exagère pas mon sentiment en vous disant que vous avez accompli là une œuvre admirable d'intelligence, d'érudition, de goût, de clarté, de méthode. Ce monument — car c'en est un ! — mérite d'être visité par tous, à toute heure du jour. Comptez sur moi pour crier en toute occasion le bien que j'en pense !... »

Pour recevoir, gratuitement, une documentation détaillée et illustrée sur ce monument de la langue française : LE ROBERT en 7 volumes, découpez le bon de documentation ci-dessous, et retournez-le dès aujourd'hui, sans l'affranchir à : SNL LE ROBERT 107, avenue Parmentier 75 PARIS 11\*

### BON DE DOCUMENTATION GRATUITE POUR LE ROBERT EN 7 VOLUMES

Je désire recevoir gratuitement, et sans engagement de ma part, une documentation illustrée et détaillée sur le ROBERT en 7 volumes.

M. Mme Melle

Adresse

A retourner sans affranchir à : S.N.L. LE ROBERT 107, avenue Parmentier 75 PARIS 11\*

## AUX CHAMPS-ELYSÉES

Dans la nuit du 27 au 28 septembre, un gigantesque incendie a détruit l'immeuble PUBLICIS des Champs-Élysées. Cette apparente catastrophe ne devrait pas être une mauvaise affaire pour tout le monde...

La crinière du vieux lion de Publicis commençait à roussir. L'odeur du poil brûlé tira de son sommeil le prince des parcs. Une bonne affaire pouvait être opérée. Aussitôt imaginée, aussitôt faite. En pleine clarté nocturne, Francis Bouygues a su trouver les mots qu'il faut auprès de Marcel Bleustein - Blanchet. Le marché était conclu dans le feu de l'action. Sur le trottoir. La solidarité patronale face au mauvais sort. Et la pub ? Si elle marque une pose comme gagne-pain pour l'un, elle est gagnée en notoriété pour les deux.

Pardi, le temps de reconstruire l'immeuble de prestige des Champs-Élysées. Pour équilibrer les proesses techniques de la Défense (sic).

En un temps record (au point où en sont les reconstructions des bidonvilles de Nanterre ?) Ça se verra. Et ça se saura aussi.

Mais au fait, pourquoi pas un seul grand quotidien (contrôlé par Régie-Presses-Publicis S.A.), n'a-t-il repris le communiqué des représentants du CE (CFDT) demandant des garanties à moyen terme en matière de stabilité d'emploi et de salaires pour tous les salariés ? Réponse timide : les salaires seront assurés. Certes. Mais pour tout le monde ?

N.D.L.R. : Une réorganisation de l'Agence (2.000 salariés) était en cours, prévoyant notamment une filialisation des Relations publiques ! Le feu, en se chargeant de la besogne, aura-t-il évité à certains de pratiquer une douloureuse ablation ?

La mise à pied technique est dans ce cas, parfaitement légale...



# CNO LE DEBAT EST OUVERT

La Conférence Nationale Ouvrière, qui se réunira à Clichy les 28 et 29 octobre, se propose de réunir de nombreux militants — organisés ou non — engagés dans les luttes d'entreprise. Elle se veut un lieu de confrontation, de mise en commun des expériences, des méthodes, des succès, des échecs, sans rechercher une unanimité trompeuse, mais en tentant de faire le point sur ce qui unit et ce qui divise les travailleurs en lutte (cf. TS 547).

A partir de cette semaine, nous publions — à titre de contribution au débat à venir — des articles qui sont des réflexions personnelles de militants ou la relation d'expériences précises et vécues.

Voici les deux premiers, celui d'Alain Desjardins, de la Fédération de Lille, membre de la Commission Nationale Entreprises et celui du groupe entreprise Montbéliard-Sochaux.

## Contre la répression la lutte des masses

Parler de la répression est chose relativement facile quand on n'est plus soi-même directement concerné dans le moment précis.

Car personne n'écrira avec autant de vérité, de dureté, et sans finesse de langage, ce que la plupart des victimes de la répression ressentent au niveau de leur être, dans la période où ils sont touchés.

### Les moyens de la riposte

Tous ceux-là, qui dans les luttes vécues dans les entreprises, sont tombés sous les coups de la bourgeoisie et de ses nervis, doivent venir à la Conférence Nationale Ouvrière, non seulement apporter leur témoignage, mais contribuer avec le mouvement révolutionnaire et dans les masses exploitées à prendre les moyens de la riposte.

Cet article n'est qu'une contribution à la préparation de cette assemblée de militants ouvriers, c'est pourquoi nous ferons un bilan de la période écoulée, et nous essayerons de voir comment s'annonce celle déjà commencée, qui sera surtout marquée par les législatives.

Pour cela, il est intéressant de citer un passage du « dossier rouge spécial répression » (1). « Les patrons s'organisent et font de plus en plus appel à la répression. Cela n'est pas le fruit du hasard. A cette attitude on peut trouver deux raisons principales : l'une est liée au fonctionnement du capitalisme, l'autre est d'ordre plus spécialement politique. »

La restructuration du capitalisme français se réalise de manière accélérée, dans les secteurs déjà compétitifs comme l'automobile et dans les secteurs en difficulté comme le textile. Cela se traduit par de nouvelles formes encore plus contraignantes des cadences, la déqualification, les compressions de personnel. Dans cette situation, plus que jamais, le patronat a besoin d'une classe ouvrière sage et qui accepte sans rechigner les changements de poste, les pertes de qualification, les changements d'horaires, les augmentations de cadences, la fatigue accrue, les accidents du travail ou les maladies professionnelles, les mutations, les licenciements dé-

guisés, les concentrations, les restructurations de la production et même les licenciements massifs.

Pour avoir des travailleurs muselés, le patron a toujours deux politiques en même temps, deux fers au feu :

a) tout d'abord, l'intégration des travailleurs et des organisations syndicales (par l'intéressement ou les contrats de travail, etc.), c'est-à-dire l'acceptation de nouvelles formes d'exploitation en échange d'augmentations de salaires ;

b) si cette politique échoue, ou réussit insuffisamment, les patrons font alors donner la trique et c'est la répression sous toutes ses formes. Les militants syndicaux touchés par la répression font partie de ce que nous appelons la gauche syndicale (essentiellement CFDT).

André Coisne est depuis bientôt deux ans chassé d'entreprise en entreprise. Il est le type même de militants chassés par tout le patronat de Roubaix-Tourcoing de la métallurgie.

Marceau Jouen est le huitième militant CFDT liquidé des hypermarchés Auchin.

Yves Carré a été descendu en juillet aux Nouvelles Galeries de Lille. Ces 3 militants chassés pendant la période des congés payés (la riposte de masse est plus difficile) sont actuellement sans travail. Des cas individuels, nous en connaissons d'autres : cette militante espagnole licenciée d'une usine de confection, Bourelly le cadre CFDT toujours pas réintégré, à la maison Familiale de Cambrai, etc. Mais un autre phénomène de répression s'accélère depuis plusieurs mois : c'est la liquidation là où les patrons retrouvent un rapport de forces suffisant, de la gauche ouvrière.

### Motifs grotesques

A la Redoute de Roubaix, des manutentionnaires algériens ont mené, il y a quelques mois, une grève contre des chefs. Au fil des mois tous ont été licenciés avec comme motifs grotesques : absences, retards, grossiers, proxénètes...

Aux Tôles perforées de Maubeuge, l'employeur n'a toujours pas repris les ouvriers combattifs qui furent à la pointe de la lutte en juin-juillet.

## Avec les immigrés

Comme dans beaucoup de villes industrielles il y a dans le pays de Montbéliard de 15.000 à 17.000 travailleurs immigrés algériens, marocains, yougoslaves, espagnols, portugais, turcs... sur une population de 120.000 personnes.

L'action se passe en juillet dernier. 120 Algériens, pour la plupart ouvriers du bâtiment, habitent un centre d'hébergement voué à la démolition à la suite de travaux d'implantation de logements neufs. Ils sont avertis brutalement qu'ils ont à déménager dans les 15 jours, une quarantaine seulement sont assurés d'être relogés, les autres qu'ils se débrouillent, telle est l'opinion des « officiels » du coin.

Heureusement des militants sont avertis, l'action s'organise. Une première réunion, tenue sur les lieux mêmes, permet d'établir le contact et de constater la situation réelle faite à ces travailleurs du bâtiment : certains dorment par terre, d'autres ont acheté un lit de camp, il y a insuffisance de couvertures, pas de douche, pas d'eau chaude, des bâtiments vétustes... par terre du ciment ! pas assez de tables et de chaises.

Un plan d'action est mis sur pied, délégation massive auprès des autorités, information de l'opinion, manifestation publique avec en tête de la manif une pancarte significative :  
**NOUS CONSTRUISONS DES MAISONS, NOUS N'AVONS PAS DE LIT !**

Samedi 8 juillet, manifestation silencieuse dans les rues de Montbéliard, c'est la décision des travailleurs algériens pour sensibiliser l'opinion publique et faire la démonstration d'une action réfléchie et consciente.

Les organisations CFDT, PSU, LO, Drapeau Rouge, Cause du Peuple, ACO, ASCOFAM, AFCAFI appellent au soutien de cette manif ; 200 personnes sont dans la rue.

La particularité de cette action des travailleurs immigrés c'est le caractère de masse qui a pu être maintenu par

un souci d'unité et d'efficacité. Tous les soirs assemblée générale après le boulot, discussion pour faire le point et envisager l'action à venir. Les militants syndicaux et politiques apportent leur expérience, sans brandir à chaque instant leur étiquette politique ou syndicale, mais veillant à laisser les travailleurs décider de leurs affaires. Une réelle démocratie ouvrière a pu se manifester et c'est là certainement l'un des enseignements le plus riche de toute l'action. Cela n'a pas été sans discussion, mais cela a pu être obtenu.

Dès le début de l'action les autorités ont bougé : des lits de camps militaires trouvés rapidement ; une promesse de n'expulser personne avant d'avoir assuré le relogement.

La proposition d'aménager rapidement un nouveau centre a été faite par le sous-préfet, les travailleurs ayant exprimé leur opposition à tout déménagement par « petits paquets ».

Par contre, les autorités ont fait la sourde-oreille : refus d'améliorer les conditions de logement en attendant le nouveau centre. Devant cette passivité, la décision a été prise en assemblée générale d'organiser une sorte d'auto-gestion - désignation de responsables pour faire fonctionner le foyer - recherche de matériel : lits, tables, couvertures - organisation du ramassage du courrier, etc.

Avertis officiellement de cette volonté des travailleurs algériens de prendre en main leurs affaires, les autorités ont fait marche arrière et ont accepté de reconsidérer leur attitude. Finalement après trois semaines d'action soutenue, le centre actuel était équipé pour assurer une vie normale aux travailleurs algériens en attendant le déménagement dans le nouveau, prévu pour fin septembre.

A signaler aussi la désignation par les travailleurs de « délégués » chargés de certaines démarches.

Groupe entreprises  
Montbéliard Sochaux. ■

Mais lorsque la résistance ouvrière est plus grande, la répression prend un autre visage : Renault tente d'étrangler A. Coisne à Roubaix collant des affiches... Un sous-directeur et deux contremaitres assomment à l'aide d'un extincteur A. Chachoua, au peignage A. Prouvost de Roubaix... Des vigiles sont installés et font le coup de main aux Tôles perforées de Maubeuge. La classe ouvrière et ses militants se préparent rarement aux différentes formes de répression qu'exerce sur elle le patronat, la hiérarchie, les forces dites de l'ordre.

Et c'est après que les coups ont commencé à tomber que nous organisons la riposte. Ne pas choisir notre terrain permet à la bourgeoisie de choisir le sien. Ainsi, dans la période dans laquelle nous sommes entrés depuis juillet, il n'y a plus de luttes ouvrières importantes.

Alors, pour nous, la seule réponse à la violence quotidienne des patrons et du pouvoir c'est d'opposer la violence de masse des travailleurs.

— En contestant l'organisation du travail (rôle de la hiérarchie, émiettement

des tâches...) par la pratique des réunions et A.G., débats sur les lieux de travail, permettant une prise de conscience collective de classe.

— En refusant le racisme à l'usine et dans les quartiers, en faisant un travail d'information sur la circulaire Fontanet et à chaque fois que l'impérialisme international frappe (relier nos luttes à celles du Vietnam, de la Palestine, etc.) et des états fascistes (les licenciements chez Citroën en Espagne).

— En organisant la riposte à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise pour contrer le développement des vigiles et autres flics d'usines et magasins.

— En organisant autour de la fraction de la classe ouvrière en lutte dans l'unité populaire, l'auto-défense des grèves.

— Mais aussi en se donnant les moyens de la solidarité immédiate (finances, emploi, mutations...) pour les militants frappés par la répression dans le secteur où ils luttent.

Alain DESJARDINS ■

(1) Toujours disponible à la fédé du Nord, 160, bd Delespaul, 59-LILLE.





# RENTREE EN SCENE

La rentrée théâtrale s'effectue lentement. La plupart des rideaux rouges sont encore baissés dans les théâtres populaires : les difficultés financières et les incertitudes quant aux subventions, en sont généralement la cause. Françoise Claire vous propose tout de même une rapide revue des principales scènes de la région parisienne. La province suivra dans un prochain numéro.

Jack Lang, directeur du Théâtre National de Chaillot, a beaucoup de projets, mais actuellement le théâtre est fermé pour transformation importante. Seule, la petite salle Gémier fonctionnera en cette saison. Jean-Pierre Vincent et le Théâtre de l'Espérance y présenteront leur création avignonnaise : « Dans la jungle des villes » de Bertolt Brecht.

— Le Théâtre de la Ville propose « Le Cid » de Corneille (mise en scène de Denis Llorca). « Santé publique », de Peter Nichols (mise en scène de Jean Mercure). « L'île pourpre » de Boulgakow (mise en scène de Georges Lavelli).

— au TEP : 2 reprises : « Sainte Jeanne des Abattoirs » de Brecht, dans une mise en scène excellente de Guy Rétoré ; « Macbeth » de Shakespeare. Un spectacle invité : « Martin Luther et Thomas Murzer ou les débuts de la comptabilité » de Dieter Forte, par la Comédie de Caen, mise en scène de Jo Tréhard. Le TEP assurera aussi une création : « En revenant de l'Expo » de Jean-Claude Grumberg. — A Aubervilliers, Gabriel Garran et son équipe du Théâtre de la Commune démarreront leur saison en octobre avec des spectacles invités et de nombreuses séances de marionnettes pour les jeunes spectateurs. Pas de création théâtrale pour le moment.

— A Nanterre, le Théâtre des Amandiers recevra « la tragédie du Roi Christophe » d'Aimé Césaire (mise en scène de J.-M. Serreau) ; Antoine Vitez montera « Mère Courage » de Brecht, Pierre Debauche assurera la mise en scène d'œuvres de deux auteurs contemporains. Actuellement, du 5 au 29 octobre, les comédiens du Théâtre des Amandiers racontent « Les Misérables » de Victor Hugo.

— A Saint-Denis, le TGP manquant de subventions, ne peut se permettre une politique de créations et propose pour ce trimestre en cours, un programme varié (cinéma - marionnettes - montages et spectacles invités).

— A Vincennes, Ariane Mnouchkine et le Théâtre du Soleil reprennent leur étonnant spectacle « 1793 ».

## Quatre spectacles

— C'est à Sartrouville que nous nous arrêterons plus longuement ; parmi un grand choix de manifestations, 4 spectacles retiennent particulièrement l'attention.

Une jeune troupe, qui rencontre bien des difficultés : le Théâtre Populaire de Lorraine présentera deux spectacles : « La Liquidation de M. Joseph K » (en novembre). Un petit épicier, face au monde dévorant des hyper et supermarchés, ne peut plus assurer la bonne marche de son commerce. Pour gagner sa vie, de petite annonce en petite annonce, il est tour à tour mineur, sidérurgiste, paysan, garde-barrière, balayeur. Partout où il passe, on licencie et Joseph K n'échappe pas à la règle. L'épicerie, il la retrouvera... dans un hypermarché, mais, pas assez mécanisé et rentable, il sera liquidé. Finalement, il échoue sous les ponts et rencontrera un devin en retraite qui lui conseillera de consulter l'ordinateur pour connaître son avenir.

— « Les Immigrés » (janvier 1973). Dans la pièce de Kraemer et Loyon, les immigrés sont nommés « anthromorphes », ni hommes, ni bêtes découverts par des explorateurs blancs et « civilisés » dans un pays lointain. Transportés dans les cales d'un navire (se révolteront-ils comme les pétroles bruts de Rezvani ?). Leur arrivée provoquera beaucoup de problèmes. S'intégreront-ils ? Quelles seront les réactions des « civilisés » ? Manifestations, génocides... L'imaginaire et le comique de l'œuvre mettent le doigt sur le véritable problème de l'immigration. Pour les Parisiens, deux représentations seulement (26 - 27 janvier 1973).

Bernard Sobel qui anime l'Ensemble Théâtral de Gennevilliers, présentera (en mars et avril 1973) une œuvre de Brecht, « Têtes rondes et têtes pointues », assez peu connue en France. Si l'on a suivi le travail de Sobel (notamment sur Brecht — sa mise en scène de « L'Exception et la règle » est sans doute la plus lumineuse interprétation brechtienne en France), on peut être confiant sur les qualités du travail accompli dans cette nouvelle création. Comme dans toute œuvre de Brecht, « Têtes rondes et têtes pointues » dénonce le nazisme et prévient les spectateurs de ses possibles prolongements. Brecht les invite à réfléchir sur le mécanisme qui est mis en marche, dans un pays capitaliste où superproduction et agitation sociale grandissent, et sur la façon dont la classe dominante

peut instaurer un régime fasciste, masquant la réalité des luttes de classes, détournant les masses du combat révolutionnaire.

« Rabelais » (en mars) adapté et mis en scène par Jean-Louis Barrault. Ce spectacle total est comme le souligne Barrault « la joie sur un volcan ». Un Barrault en pleine jeunesse, faisant partager sa joie dans la santé revigorante et savoureuse de Rabelais. (Pour tous renseignements location et abonnements : Théâtre de Sartrouville, rue Louise-Michel - 78-Sartrouville - Tél. 962.42.83.)



TEP, 17, rue de Malte-Brun, Paris 20<sup>e</sup>. Tél. : MEN. 79-09.  
Théâtre de la Commune, 2, rue E. Poisson, Aubervilliers. Tél. : 352-63-95 - 64-83.  
Théâtre des Amandiers, 60, rue Greuze, Nanterre. Tél. : 204-18-81.  
Théâtre Gérard Philippe, 59, bd Jules-Guesde, Saint-Denis. Tél. : 243-00-59 - 18-92.  
Cartoucherie de Vincennes, route de la Pyramide, Vincennes. Tél. : 308-87-63.  
Théâtre de la Ville, place du Châtelet, Paris. Tél. : 887-35-39.  
Salle Gémier, Palais de Chaillot, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 704-86-80.

# ORTF

## contre les cadences

Ça n'a pas trainé ! Le premier conflit sérieux du règne d'Arthur Conte vient d'éclater à l'O.R.T.F. Il concerne l'ensemble du personnel de production qui s'est mis en grève mardi pour trois jours. A titre d'avertissement.

Le numéro de rentrée de T.S. rappelait comment les structures mises en place à l'Office enfermaient les créateurs dans un carcan — avec le double objectif : étouffer le droit d'expression et rentabiliser la production (cf. TS 546 - l'O.R.T.F. sur le pied de guerre).

## déqualification

C'est contre ce carcan que tout le personnel de production (des réalisateurs aux maquilleuses, en passant par les auteurs, producteurs, caméraman, etc.) s'est mobilisé.

Pour protester contre l'abaissement des coûts standards, qui visent à rentabiliser l'Office (une dramatique, par exemple, devra désormais être tournée en 3 semaines au lieu de 4). Pour la première fois, on peut parler de « cadences infernales » à l'O.R.T.F. — comme dans n'importe quelle industrie — au mépris des libertés de création et d'expression.

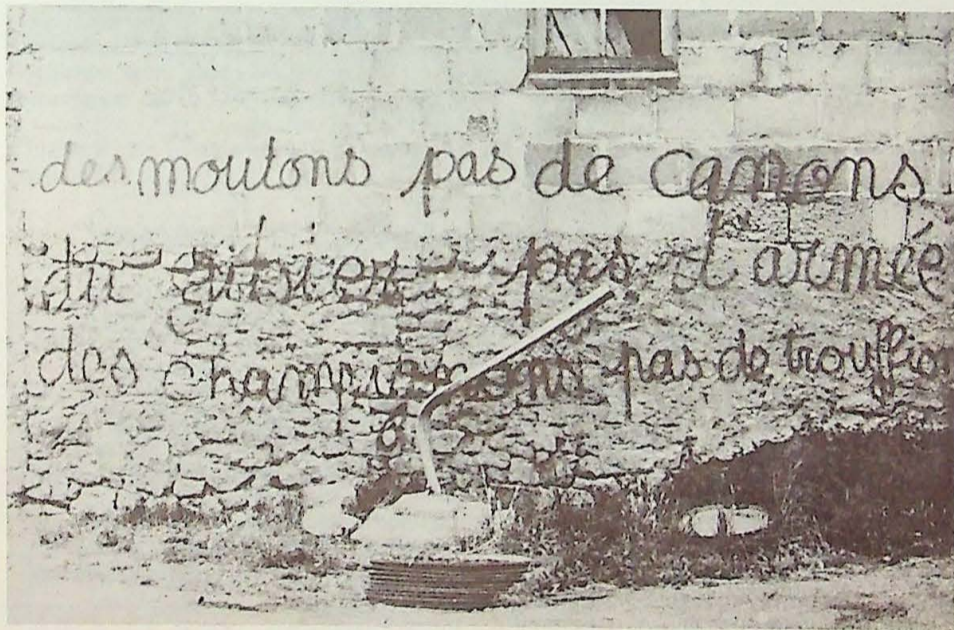
Pour protester aussi contre le projet de déqualification des travailleurs de l'Office : autrefois, un caméraman était caméraman, et passait indifféremment du film au vidéo-film et à la vidéomobile. Désormais il sera « spécialisé » dans une de ces trois « brigades ». Et il ne pourra prétendre à une augmentation qu'après avoir « tourné » sur les trois supports (minimum : 2 ans par support).

Pour protester enfin contre ce cloisonnement de l'Office, dont le double but est de diviser et d'isoler chaque catégorie de personnel, tout en préparant le passage des unités les plus rentables au secteur privé (l'Office gardant à sa charge l'entretien et l'utilisation de l'équipement lourd et coûteux des vidéo-mobiles, le reste, le « rentable » étant peu à peu fourgué au privé.

## d'autres grèves

Trois jours de grève. Aucune possibilité de négociations avec Conte. Et d'autres conflits, d'autres grèves à venir dont on tentera, comme d'habitude, de faire retomber l'impopularité sur le personnel.

## Les slogans du Larzac



Vous avez lu dans le dernier « TS » le témoignage d'un agriculteur du Larzac qui lançait un cri d'alarme contre l'occupation de cette région par l'armée. De nombreuses manifestations naissent un peu partout où l'armée fait main basse.

Ainsi, à Avignon : ville voisine du Plateau d'Albion, où, à la place des cèdres géants et des arbres fruitiers, s'étend un désert de béton armé recouvrant les silos à missiles de Debré. Voisine aussi du camp militaire installé près de Nîmes dans des milliers d'hectares de garrigues. Voisine enfin du Mont Ventoux qui devient terrain militaire (un comité de défense du Mont Ventoux a été créé à Avignon : G. Amblard, appt 113, 3, rue Richelieu, 84000 Avignon).

Pour le Larzac, pour le Ventoux, la jeunesse occitane a recueilli des milliers de signatures durant la période du Festival d'Avignon et leur combat continue, puisque André Benedetto abrite, dans le hall d'expositions de son Théâtre des Carmes, une exposition photographique des « slogans du Larzac », réalisée avec des photos de Francis Ashley, prises aux abords et sur le Causse du Larzac les 26 et 27 août derniers. Le vernissage aura lieu à Avignon au Théâtre des Carmes le 5 octobre. L'exposition sera présentée jusqu'au 31 octobre.

Après Avignon, cette exposition pourrait bien faire son petit tour de France des territoires occupés... ou convoités par l'armée. C'est une suggestion...

## P.S.U. documentation

Numéros disponibles :

- N° 16 - Les travailleurs immigrés.
- N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.
- N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.
- N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.
- N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.
- N° 24-25 - La police dans la lutte de classes.
- N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats ».
- N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste.
- N° 29-30 - Nationalisation et révolution.
- N° 31-32-33 - Les problèmes de l'emploi.
- N° 34-35 - Éléments d'analyse des classes sociales.

Le numéro simple ..... 1 F  
Le numéro double ..... 2 F  
Le numéro triple ..... 3 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F.  
à « TRIBUNE SOCIALISTE »  
9, rue Borromée - 75015 PARIS

Paiement à la commande  
Par chèque bancaire ou postal  
C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.



# SAVOIR - VIVRE A L'USAGE DES CLASSES DIRIGEANTES

« LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE », film de Luis Bunuel.

Luis Bunuel déclarait dans une récente interview télévisée qu'il ne fallait pas trop chercher de symboles dans ses films... Pudeur de grand artiste ? Ou serait-ce alors qu'il ne peut y avoir de symbole que par rapport à la réalité ? Et où est, dans *Le Charme discret*, cette réalité ? Et laquelle ?

Si la réalité, c'est l'actualité, alors il est bien difficile de ne pas constater que ce film s'y rattache de mille manières. Trafic de drogue, sévices policiers, aggiornamento de l'Eglise, terrorisme latino-américain, vingt, trente touches plus ou moins discrètes inscrivent ce film dans le temps, le temps de l'Histoire, le temps de 1972. Mais ce serait trop simple n'est-ce pas ? Et ce serait une réalité bien abstraite (bien qu'elle colle de fort près au présent) que celle qui se contenterait de juxtaposer des allusions aux bruits de la vie... Non, décidément, il doit s'agir d'une autre réalité.

S'agit-il alors de l'idée que l'on se fait de la réalité ? C'est bien alors en pleine idéologie que l'on entre, au milieu de ces jeux de la conscience où le rêve et le réel s'interpénètrent sans que l'on puisse les distinguer. Ce monde — où l'homme qui rêve s'imagine rêvant un rêve — n'a plus rien de ferme à quoi se rattacher : il ne faut plus s'étonner de rien. Et l'on ne s'éton-

ne de rien dans *Le Charme discret de la bourgeoisie* : que le maître et la maîtresse de maison s'envoient en l'air au moment où leurs invités arrivent est une chose, l'essentiel est de respecter les convenances, ce qui se fait et ce qui ne se fait pas.

## Le masque

Ce monde où la bourgeoisie rêve à son image, c'est celui du masque. Ce « charme discret », c'est le savoir-vivre. C'est pour cela que les repas, les réceptions, lieux par excellence où règnent les conventions, l'étiquette, tiennent une telle place dans le film. Jusqu'à l'absurde. La dénonciation, c'est celle de l'ordre, d'un ordre social qui fait que les gens ne sont jamais eux-mêmes mais ce qu'il faut qu'ils soient dans le monde — et c'est pour cela que la police et la hiérarchie ecclésiastique sont dans le colimateur de Bunuel. Jamais on n'a si bien fait sentir pourquoi on appelle une société où règnent les bonnes manières, un monde « policé ».

Un film très corrosif sans avoir l'air d'y toucher. Probablement parce qu'on prend beaucoup de plaisir à le voir. Que tout y est fait avec beaucoup de charme. Et de discrétion...

Thierry MORUS ■



Ce monde où la bourgeoisie rêve à son image

D.F.

## REGARDS POLITIQUES

(Il n'y a pas que les films classiques « politiques » dans les rubriques spécialisées qui le soient. Tous le sont plus ou moins. Nous recensons ici quelques titres dont le contenu ou la facture sont particulièrement propices à la réflexion militante. Ce choix n'implique aucune recommandation, aucune approbation particulière. Comme de surcroît il ne s'agit pas d'une chronique « parisienne », nous rappelons des titres même un peu anciens et nous n'indiquons pas de salles.)

### Films nouveaux

■ **LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE**, Fr., de Luis Bunuel - Dans TS cette semaine.

■ **AUX URNES, CITOYENS**, Fr., d'Edouard Bobrowski, avec Guy Mollet et Francis Jacquemont - Magouillage et grenouillage sont-elles les deux seules mamelles de la politique en France ? (Cf TS 546).

■ **LA VALLEE**, All., de Barbet Schroeder, avec Bulle Ogier, Michael Gothard - Le retour à la nature, paradis artificiel ? Les Occidentaux peuvent-ils le pratiquer autrement qu'en touristes ?

■ **THE CANDIDATE - VOTEZ** McKAY, Amér., avec Robert Redford - Comment on « vend » du sénateur de Californie. Evoque un peu la campagne de McGovern...

### Films récents

■ **W. R. LES MYSTERES DE L'ORGANISME**, Youg., de Dusan Makavejev - Qu'est-ce qu'une révolution qui ignorerait l'amour ? (Cf TS 547).

■ **ORANGE MECANIQUE**, Angl. - Une dénonciation de la jeunesse assoiffée de violence, selon la presse. En fait, deux tiers du film dénoncent les méthodes de rééducation pénitentiaire...

■ **FELLINI - ROMA**, Ital., de Fellini - La Rome du fascisme, la Rome d'aujourd'hui : est-ce une décadence ?

■ **LE CHAGRIN ET LA PITIE**, Fr., de Marcel Ophüls - Arthur Conte osera-t-il détruire l'image que se font bien des Français de « leur » Résistance ?

### Films anciens

■ **LA CLASSE OUVRIERE VA AU PARADIS**, Ital., d'Elio Petri, avec Gian-Maria Volonte - Comment la conscience de classe vient aux travailleurs... (Cf TS 543).

■ **IL ETAIT UNE FOIS LA REVOLUTION**, Ital., de Sergio Leone - A la sauce western, l'épopée historique de la révolution. (Cf TS 536).

■ **LES DIABLES**, Angl. - La liberté de conscience va parfois avec la liberté politique.

■ **LE DICTATEUR**, Amér., de Charlie Chaplin - Charlot contre Adolf Hitler en particulier et tous les dictateurs en général : l'image américaine de la « démocratie ».

■ **CHARLES MORT OU VIF**, Suisse, d'Alain Tanner - Quand un patron renonce à la bourgeoisie et au capitalisme, système de mort. (Cf TS 535).

■ **ON ACHEVE BIEN LES CHEVAUX**, Amér. - Chronique de l'Amérique pauvre dans la tourmente de la « grande dépression » de 1929.

## télévision

# Faux procès, bons témoins

Les Français ont condamné la poire au profit de la pomme. Pourquoi ? Mais, parce que 51 % d'entre eux préfèrent la poire à la pomme. Ce sondage ridicule n'a pas été fait, pas encore. Cependant, nous ne sommes pas loin d'établir des constatations sérieuses et « objectives » en partant de considérations aussi ridicules, si l'on fait confiance aux responsables de l'émission « Procès ».

Le sujet de la dernière émission d'Eliane Victor n'échappait pas au travers de la série, qui a le don de créer de faux problèmes. Tout comme l'on s'est battu — dans une lutte vaine et stupide — il y a quelques mois, pour ou contre la sexualité, on nous a proposé, l'autre jour, de déterminer, si oui ou non, les « parents sont les principaux responsables du conflit parents-enfants ».

Ce thème s'accordait bien sûr très mal au principe de l'émission, reconstituant, comme on sait, le « climat » d'un procès. Un principe qui correspond au souci qui fut souvent celui de Jacqueline Baudrier lorsqu'elle dirigeait l'information sur la deuxième chaîne : faire du spectaculaire à tout prix avec l'information.

A l'issue de cette reconstitution judiciaire, les parents ont été déclarés responsables.

## Diversité des situations

La plupart de ces témoins, ainsi que les personnes — dont un seul jeune — interviewées au cours de cinq films-documents ont su mettre à jour un certain nombre de malentendus qui empoisonnent les rapports entre parents et enfants. Sans que soit remis en cause leur conflit, et c'est heureux, puis-

Belle révélation !

L'émission, cependant, ne fut pas toute négative. A condition d'oublier ce cadre fictif et les camps respectifs des témoins (ceux de l'accusation auraient d'ailleurs pu passer à la défense et vice versa si les avocats avaient eu davantage de temps pour les interroger), il restait de précieux et passionnants récits sur la vie des gens. Des gens plutôt perdus que messagers de certitudes.

que celui-ci est non seulement reconnu comme normal, mais souhaitable et nécessaire au passage de l'adolescence.

L'émission eut le mérite de mettre en évidence, à la fois la diversité des situations — il serait en effet abusif et scandaleux de conclure que les mê-

mes causes produisent les mêmes effets, tant les contextes diffèrent — et quelques aspects sociologiques plus généraux d'un problème qui se pose indiscutablement de façon plus aiguë qu'il y a quelques années : les jeunes sont plus nombreux, plus précoces, et remettent en cause avec plus de force que naguère une manière de vivre et certaines conceptions que leurs parents avaient acceptées, dans d'autres conditions de vie, sans opposition majeure.

Il reste évidemment à remarquer que les cas individuels et typés ont été privilégiés, et donc que les conditions de vie (travail, logement...) n'ont pas été suffisamment abordées. Mais c'est là une constante de ce type d'émission.

Jacques BRAMOULET. ■





# Cette Cuba là...

L'article de Bernard Levy sur Cuba (TS n° 535) a suscité des réactions à l'intérieur comme à l'extérieur du PSU. Nous publions cette semaine un article de notre correspondante à La Havane, Dominique Colombani. Cet article, écrit au début de l'été, n'a pu paraître du fait de la suspension de TS. Notre correspondant apporte des précisions importantes sur la réalité actuelle de Cuba.

ELLE a l'air bien réticente, notre solidarité à l'égard du « premier territoire libre d'Amérique ». On l'expédie en quelques lignes en fin d'article, et ce n'est que trop rarement qu'elle nous apparaît comme véritablement nécessaire. Et pourtant la solidarité du mouvement révolutionnaire international n'est pas seulement une nécessité pour Cuba, elle l'est aussi pour nous : « L'Internationalisme n'est pas seulement un devoir, c'est aussi une nécessité », disait Guevara. Alors, pourquoi cette fine bouche ? Pourquoi ces perpétuelles restrictions ?

## Le sous-développement

Parce que, disent certains, la Révolution cubaine a pris un tournant irréversible vers la soumission à l'Union soviétique. C'est une analyse simpliste et superficielle d'une situation dont il ne faut jamais oublier qu'elle est dominée par un élément : le sous-développement. Cette réalité doit toujours être présente à notre esprit si on veut comprendre Cuba. Le sous-développement, ce n'est pas seulement un retard économique : c'est un état de vie intellectuel, économique, quotidien, aux conséquences parfois insoupçonnables pour nous, indécélables en tout cas entre les lignes des informations qui nous parviennent.

Le voyage de Fidel Castro en Europe de l'Est, c'est évidemment le renouvellement, l'affermissement de liens réels entre les pays de l'Est (en particulier l'URSS) et Cuba. Et heureusement ! Car pour Cuba cette solidarité, pour encombrante qu'elle soit parfois, n'en est pas moins vitale.

D'ailleurs, est-elle toujours aussi encombrante qu'on nous le dit ? Oui, il existe à Cuba des structures qui font de plus en plus penser à l'URSS : un parti apparemment monolithique à tous les postes-clés ; un syndicat qui ne sort guère de son rôle de courroie de transmission entre le parti et les travailleurs, sinon pour organiser quelques loisirs.

Cui, à Cuba le pouvoir paraît se diluer entre une multitude de petits chefs : beaucoup d'ordres — on dit « orientations » — descendent, et peu de suggestions semblent remonter.

Mais, pour qui connaît bien Cuba, tout cela est-il vraiment le plus important ? Car dans cette île toujours en révolution, pour avoir une vision juste de la situation, il ne faut pas rester à La Havane. La capitale tentaculaire (plus du 1/8<sup>e</sup> de la population totale) risque d'être, à cause de ses problèmes spécifiques — logement, approvisionnement — l'arbre qui nous cache la forêt.

La vérité cubaine, elle se trouve à la campagne dans la mobilisation de fin de semaine, où jeunes et moins jeunes vont fournir auprès des paysans l'appoint de main-d'œuvre nécessaire aux différentes récoltes. Il fut un temps, il est vrai, où ces expéditions campagnardes relevaient plus de la bonne conscience que de la véritable productivité — surtout après l'échec partiel des plantations dans le Cordon de La Havane, plantations dans lesquelles des milliers de Cubains avaient mis tous leurs espoirs et toute leur énergie physique. Mais tout échec est surmonté et, depuis que la CTC (1) organise le travail volontaire, l'enthousiasme règne de nouveau parmi les travailleurs, les étudiants, les ménagères, qui plusieurs fois par an et parfois pour des périodes de plusieurs semaines, vont partager la vie des paysans et participer à la production.

La vérité cubaine, elle est dans les CDR (2), qui regroupent toute la population. Chaque groupe de maisons, chaque bloc d'immeubles a son comité. Ils distribuent par exemple, les matériaux nécessaires aux réparations des maisons en fonction des nécessités de chacun. Ils s'occupent d'une manière systématique et rigoureuse de la vaccination des jeunes enfants et organisent les gardes qui demeurent, avec le travail volontaire, la meilleure prise de conscience directe et concrète de l'ensemble de la population. Ils orga-



Pierre Roche

La séance du tribunal populaire.

nisent aussi de grandes mobilisations populaires pour aller aider aux finitions et même parfois aux gros travaux d'un ouvrage important, comme ce fut le cas par exemple d'une usine électrique ou du stade de la Havane.

La vérité cubaine, ce sont les microbrigades, ces équipes d'ouvriers d'une même entreprise qui construisent avec l'aide d'ouvriers du bâtiment, d'une part, et de la population d'autre part, des logements individuels sur les terrains vagues des villes.

Les CDR, les microbrigades, le travail volontaire à la campagne ou à l'usine sont l'extrême-type de mobilisation massive au cours desquelles la population, non seulement prend conscience des problèmes, mais y engage aussi sa responsabilité.

## La justice

Cette prise de conscience de la population se retrouve aussi par exemple dans l'organisation de la justice. Depuis le début de la Révolution, il existe à Cuba des Tribunaux Populaires qui jugent en première instance des petits délits et des contraventions au niveau du quartier. Le Tribunal est formé d'habitants de la zone, assistés dans le cas où ils auraient une difficulté d'ordre technique, par un juriste professionnel. Ces tribunaux vont demeurer dans la grande réforme en cours qui aboutira d'ici peu à une justice qui se donne pour base « la participation populaire non technique (...) organisée de telle sorte qu'on empêche sa professionnalisation » (3).

La vérité cubaine, ce sont les villages ruraux qui ont remplacé presque totalement maintenant les logements insalubres des paysans. C'est le ravitaillement des villes qui s'améliore considérablement, et c'est fondamental : depuis plusieurs mois, en effet, certaines denrées (surtout alimentaires, telles que fruits et légumes ou poissons) sont distribuées en quantités nettement supérieures ; cet aspect est loin d'être négligeable pour réduire certaines tensions que le ration-

nement avait souvent occasionnées. Ce sont les étudiants qui passent une grande partie de leur temps à la campagne ou dans les usines, en contact avec les travailleurs, mettant ainsi immédiatement en pratique leurs connaissances théoriques toutes fraîches. Ce sont les travailleurs qui se forment d'une façon permanente dans les écoles ou les universités. C'est la rupture radicale de cette université, grâce à cette nouvelle formule, avec l'opposition traditionnelle entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels. C'est l'enthousiasme et la joie de la population à l'annonce de la reprise des relations diplomatiques avec le Chili et maintenant avec le Pérou, véritable bol d'air frais après 12 ans de blocus. C'est une solidarité avec les guerres de libération qui se mènent dans le monde, et notamment avec le peuple héroïque du Vietnam, solidarité totale, inconditionnelle, active et parfois émouvante dans ses manifestations.

C'est encore Pedro Rodriguez Peralta, cet ancien capitaine de la Sierra, fait prisonnier par les forces colonialistes portugaises en Guinée-Bissau et condamné à Lisbonne à plus de 10 ans de prison, le 9 juin dernier, dans l'indifférence quasi générale des bonnes consciences occidentales. Ce sont les paroles de Fidel en Bulgarie (« Nous, nous n'avons rien à discuter avec Nixon ») et en Pologne : « Alors qu'il y a la guerre au Vietnam, que des crimes sont commis tous les jours là-bas, que les impérialistes lancent chaque jour sur le Vietnam 4.600 tonnes de bombes et qu'ils assassinent des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, on veut nous faire croire que le peuple de Pologne a reçu Nixon en lui souhaitant « cent ans » de vie ! » (discours de Katowice, le 7 juin 1972). Et c'est de cette Cuba-là que nous sommes solidaires.

Dominique COLOMBANI ■

(1) Centrale des Travailleurs de Cuba (syndicat unique).  
(2) Comité de Défense de la... Révolution.  
(3) Base 8 du projet de réforme du système judiciaire édité par la commission du Comité Central.